

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés unissez-vous !

le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

SAM 16, DIM 17, LUN 18 SEPTEMBRE 1978 - N° 749 Commission paritaire N°56 942 Tel. 636.73.76 2, 00 F.

1000 chômeurs de plus par jour



**A Marseille, imposante manifestation
contre les licenciements chez Terrin**

Lire en page 12

IRAN : GRÈVE GÉNÉRALE LARGEMENT SUIVIE

**Témoignage exclusif d'une militante
d'un mouvement religieux
qui a participé au vendredi noir**

*«Beaucoup de soldats sont emprisonnés ou déserteurs...
A Téhéran, on avance le chiffre de 5 000 morts... chaque
famille reçoit 1 000 francs par balle retirée du corps des
siens... quand je suis partie, jeudi matin, la grève
était totale...»*

Lire en page 9

Dès mardi, dans le Quotidien du Peuple, notre entretien avec
l'économiste iranien Banisadr, exilé en France, membre du
Comité de Défense des Droits de l'Homme en Iran, militant du mouvement religieux.

**20 %
des cancers
sont d'origine
professionnelle**
révèle
**une enquête
fédérale
américaine**

Le gouvernement US vient de faire connaître les résultats de l'enquête fédérale sur les maladies professionnelles. Selon ce rapport 20 % au moins des cancers sont d'ordre professionnel, l'amiante étant le premier facteur de cancérogénèse : responsable de 17 % des décès par cancer, elle tuerait, si les conditions de travail restent inchangées, deux millions de travailleurs américains dans les trente ans ! En France où la situation n'est guère meilleure, aucune enquête d'importance n'a été menée et très peu de cas sont reconnus, par la Sécurité Sociale...

Lire en page 8

**Régime
de sécurité
vers la justice
automatique**

Le conseil d'Etat examine vendredi le projet de loi de Peyrefitte sur un régime de sécurité (suppression des permissions...) qui serait automatiquement mis en vigueur pour les crimes les plus graves. Un des principes judiciaires suivi depuis 45 est ainsi remis en cause. D'autre part le ministère de la Justice prendrait part aux décisions des juges d'application des peines.

Lire en page 12

**Entretien
avec la
délégation
de la
radiotélévision
chinoise**

Li Lien Ching, directeur adjoint de l'administration générale de la radio-diffusion chinoise, qui conduisait la délégation de son pays invitée par TF 1, nous parle des réalisations et des projets de la radio-télévision de la République populaire de Chine.

Lire en page 10

**13 millions
de jeunes
à l'école**



La rentrée dans le marais de Saint-Omer (Pas-de-Calais).

**Sélection :
et si l'on testait
les tests ?**

Lire en page 2

Doués, non doués, surdoués

ET SI ON TESTAIT LES TESTS ?

Au cours de l'entretien, publié hier, avec Liliane Lurçat, nous rappelions l'importance donnée actuellement aux thèses de ceux qui, comme le professeur Debray-Ritzen, attribuent à l'hérédité la responsabilité principale des échecs scolaires. Au cours d'une émission télévisée, celui-ci n'a pas hésité à affirmer que l'intelligence est à 80 % d'origine héréditaire. Sur quoi repose cette affirmation ? En grande partie sur l'utilisation des tests d'intelligence, qui déterminent le Q.I. (quotient intellectuel) de chaque enfant. C'est aussi sur la base de ces tests qu'est apparue la notion de «surdoués», relancée récemment à l'occasion du premier Congrès national pour les enfants surdoués, tenu à Nice fin avril. Nous avons demandé à Gérard Chauveau, psychologue, chercheur en Sciences de l'éducation, de démystifier ces fameux tests.

Par Claude ANCHER



Interview de Gérard Chauveau, psychologue

Il est évident qu'aux tests, quelques gosses obtiennent des résultats meilleurs que la moyenne des enfants de leur âge. C'est à partir d'un Q.I. de 130 environ — le Q.I. moyen est de 100 — qu'il est question de «surdoués». Mais que signifie cette réussite ?

SURDOUÉ OU PRÉCOCE ?

D'abord, s'agit-il de «surdoués» ou d'enfants «précoces» ?

Aux États-Unis, des écoles spéciales ont été créées pour les «surdoués». C'était l'époque où la compétition technique et scientifique avec l'URSS battait son plein. Les Américains ont eu un choc énorme à la fin des années cinquante quand les Russes ont lancé les premiers Spoutniks. Pour la première fois, les USA n'étaient pas les premiers ! Aussi le gouvernement américain a décidé de rattraper son retard : on a mal utilisé nos compétences, faisons un dépistage des surdoués et utilisons-les au mieux.

Point commun évident de ces deux tests. Il s'agit de retrouver un modèle pré-établi, de trouver la bonne réponse.

— La bonne réponse, c'est celle que l'expérimentateur, le psychologue, a jugée telle...

Prenons l'exemple du langage, dont on sait qu'il est très valorisé dans certains milieux sociaux et à l'école. Dans le test, on demande par exemple : «Qu'est-ce qu'un chat ?» La bonne réponse est : le chat est un animal. Alors que d'autres réponses sont possibles : «Le chat, je m'amuse avec lui à la maison» ; «le chat, il mange les souris», etc. Ces réponses-là sont pénalisées. C'est toute une conception de l'individu qui s'exprime là : la réponse la plus distanciée de la réalité concrète est valorisée. Pourquoi ne pas dire que le plus intelligent est celui qui a répondu en montrant sa pratique de la chose ou de l'animal ?

Autre exemple de question-test : «Une prune et une pêche, c'est différent. Mais en quoi ça se ressemble ?» Le gosse qui répond par sa connaissance de la vie et des choses : «C'est bon, ça se mange» il est coté inférieurement. Comme

pour le chat, la bonne réponse est celle qui renvoie à la catégorie de la chose. Dans notre exemple, il faut répondre : «Ce sont tous les deux des fruits».

En URSS, après avoir longtemps dénoncé les tests comme un instrument de l'idéologie bourgeoise, pas mal de chercheurs se sont mis à les utiliser depuis quelques années, et là aussi des écoles spéciales ont été faites pour les «surdoués».

On sait assez peu de choses sur ces écoles : secrets d'État ! Mais il semble bien qu'en URSS comme aux USA, elles n'ont pas donné les résultats attendus. Des enfants qui à cinq ans, manifestaient une «intelligence supérieure» ne se distinguaient pas, à vingt ans, des étudiants moyens. Les un ou deux ans d'avance qu'ils avaient tout jeunes, ils les avaient perdus.

— Peut-on distinguer «précoces» et «surdoués» ?

Non. Des partisans des thèses héréditaristes comme Eysenck ou Jensen affirmaient que le Q.I. était constant, qu'on naissait et mourait avec ça. Mais ça, c'est terminé.

UNE RÉUSSITE PARTICULIÈRE

— D'où l'idée qu'il faut cultiver son Q.I. ?

C'est vrai. Beaucoup de tests ne sont pas en rapport avec des activités très courantes. Ainsi des enfants, arrivant d'un pays de civilisation non européenne, sont très étonnés quand ils découvrent le matériel des tests. D'autres par contre réussissent très bien à ces tests. Et pour «rester au niveau», ils sont amenés à cultiver ce type de réussite. Mais ces mêmes individus dans une autre situation, même courante, se retrouvent parfois complètement désemparés. La réussite à ces tests ne signifie pas qu'ils sont plus à l'aise que les autres dans une situation de production réelle, dans une situation où il faut comprendre ce qui se passe pour agir. Ils sont à l'aise pour manier des cubes, des crayons, bien répondre à l'interrogateur...

LA BONNE RÉPONSE

— C'est toute la question du contenu des tests d'intelligence.

Il y a deux grands tests principaux. Le premier est une adaptation moderne d'un test de Binet, conçu vers 1905. Une partie consiste en un jeu de questions-réponses, calqué sur les méthodes de l'école traditionnelle. L'autre partie utilise du papier et des crayons — d'où le nom de «test papier-crayon» donné au test de Binet — ; il s'agit de dessiner des carrés, des losanges, etc.

Le deuxième test, le WISC*, est d'origine américaine. Une partie verbale et une partie «performances», où les réponses sont données avec les mains : dessiner, manipuler des cubes, des objets, des puzzles ; par exemple, reconstituer une voiture.

Alors, dans tout cela, qu'est-ce qui est apprécié, coté ?

Est-ce cela, l'intelligence qu'on veut développer chez les gens, chez les travailleurs ? Quel genre d'activité future pré-suppose le test ?

Le repérage des surdoués est fait à partir de ce genre de tests. Bien sûr, il ne s'agit pas de porter un jugement péjoratif sur ce genre de gosses. Mais en tout cas, c'est déjà un certain choix de la définition de l'intelligence...

— A ces tests, qui réussit le mieux ?

Depuis le début de l'utilisation des tests, on s'est vite rendu compte du lien avec l'origine sociale : statistiquement, ce sont les enfants des classes bourgeoises et moyennes qui réussissent nettement mieux que les autres.

Où, mais on trouve aussi des enfants de prolétaires parmi les bons Q.I., disent les testeurs ! Ce n'est pas niable, mais ils sont relativement peu nombreux.

POUR FAIRE DES CHEFS

— Quelles sont, sur le plan éducatif, les conséquences de ces tests ?

Il me semble qu'on peut distinguer en gros trois courants. Un premier courant, ouvertement réactionnaire : ceux qui justifient une société hiérarchisée et le pouvoir de la bourgeoisie en invoquant l'argument des tests. Dans l'école, il faudrait créer très tôt un réseau de filières séparées : celle des doués et celle des non-doués.

Cette exigence est exprimée clairement aujourd'hui par certaines associations pour enfants surdoués. Iraj Boomand, responsable iranien, a ainsi dit clairement : «Nous voulons réparer des individus... pour en faire des chefs». Ce lui qui est intelligent doit se retrouver à l'ENA ; bref, la «méritocratie».

Un deuxième courant, qu'on pourrait qualifier de libéral, estime que pour démocratiser la société, il faut détecter les vrais mérites dans toutes les classes soumise, aider les enfants d'ouvriers, que les tests désigneraient comme intelligents.

Ces deux courants ne sont d'ailleurs pas incompatibles et les tenants du premier n'hésitent pas, à l'occasion, à se servir des thèses du second.

Enfin, un troisième courant met l'accent sur les difficultés des «surdoués» à s'adapter à l'école. Un représentant de ce courant est Remy Chauvin, qui a lancé en France l'affaire des «surdoués» par son livre *Les Surdoués*. Il faut remarquer d'ailleurs qu'il n'est pas particulièrement spécialisé dans ce domaine puisque c'est un éthologiste, un spécialiste de l'observation des animaux. Il s'est passionné pour les «surdoués» comme il se passionne pour la parapsychologie, et son livre n'est pas exempt d'erreurs. Ceci dit, vu que les surdoués sont rarissimes alors que les enfants qui échouent à l'école sont légion, on peut dire que cette attention pour les «surdoués», considérés comme aussi malmenés par l'école que les «débiles légers», est une façon curieuse de poser le problème de l'école aujourd'hui.

DU NEUF AVEC DU VIEUX

— Qu'il s'agisse des surdoués ou de l'utilisation des tests pour justifier les inégalités, on a vu que tout cela n'était pas très nouveau. En même temps, ces thèmes sont devenus très à la mode ces derniers temps. Pourquoi réapparaissent-ils ?

Sans trancher absolument, on peut déjà remarquer par exemple que le livre de Remy Chauvin tombait au «bon moment». Il est sorti peu après la première mouture de la réforme Haby qui pré-

voyait un cours préparatoire à deux vitesses.

Par ailleurs, on se souvient de la phrase de Giscard d'Estaing sur les «doués pour le travail manuel et les doués pour le travail intellectuel».

D'un côté, le discours démagogique de la société libérale avancée sur la revalorisation du travail manuel, l'égalité des chances à l'école, de l'autre la préservation de la formation d'une élite.

Le thème des surdoués, c'est en somme le contrepoids à l'affirmation de l'égalité des chances, c'est l'utilisation abusive du «droit à la différence».

Puisque malgré l'égalité des chances proclamée par la réforme Haby, on constate forcément une inégalité de fait à la sortie de l'école, inégalité professionnelle, sociale, il faut nécessairement affirmer qu'au départ, à la naissance, il y a inégalité d'intelligence, de ce que, du moins, les tests définissent comme intelligence...

Cette démarche n'est pas nouvelle. Elle date de la fin du XIX^e siècle, de la création de l'école de Jules Ferry. Les tests sont apparus après la généralisation de l'école, en même temps que la mise en place de l'organisation scientifique du travail, la taylorisation, avec un symbole identique, le chronomètre. En même temps que le chrono est introduit à l'usine pour calculer les cadences, il sert au psychologue pour mesurer les temps de réponse aux tests. Le test est le pendant de cette volonté de rationalisation de la société industrielle capitaliste. A chacun, il s'agit d'assigner un rôle spécifique dont il ne doit pas sortir.

Dès cette époque, on constate que plus le discours sur l'école est démocratique — mêmes droits pour tous, seul le mérite doit départager —, plus on affirme l'inégalité naturelle des êtres. Pour les plus réactionnaires, le test d'intelligence vise alors à justifier l'ordre établi, pour les réformateurs, il doit permettre d'harmoniser les choses, de donner des chances aux élèves des différentes classes sociales. Deux discours différents, mais aussi frauduleux l'un que l'autre.

* *Weschler Intelligence Scale Children* : échelle de Weschler pour mesurer l'intelligence des enfants.

Giscard-Schmidt

L'ENJEU DE LA RENCONTRE D'AIX-LA-CHAPELLE

Lettre de Giscard

«Dans la lettre de Giscard aux chefs de gouvernement de la CEE, on relève notamment :

«Il est clair que la simple transposition à douze du dispositif initialement prévu pour six n'est pas suffisante et qu'un effort d'adaptation plus poussée s'impose si nous voulons maintenir l'efficacité et le climat de cohésion qui ont permis les progrès de la construction européenne, si nous voulons ainsi créer les conditions d'une véritable confédération de l'Europe (...)

Pour nous permettre de conduire cette réflexion, il me paraît utile de disposer du concours de personnalités indépendantes ayant une expérience personnelle du fonctionnement des institutions européennes, tout en étant capables de jeter un regard neuf sur ces problèmes. C'est pourquoi je propose que nous confiions à trois «sages» la mission d'explorer pour nous les problèmes posés par l'élargissement, du point de vue des institutions, des mécanismes et des procédures».

Le problème de l'Airbus

Le problème de la participation de la Grande-Bretagne au consortium Airbus-Industrie sera évoqué à la rencontre d'Aix-la-Chapelle. L'Airbus est coproduit par la Société nationale industrielle aéronautique (SNIAS) en commun avec des sociétés ouest-allemandes, néerlandaises et espagnoles.

La société britannique British Aerospace souhaite entrer dans le consortium. Le gouvernement français n'accepte le principe de cette participation qu'à la condition que British Airways achète des Airbus. Or cette compagnie, jusqu'à présent, refuse de faire, donnant la préférence à des appareils américains. Récemment, British Airways a affirmé être prête à acheter des Airbus, sous réserve de pouvoir les équiper de réacteurs Rolls-Royce.

Le gouvernement français estime ces promesses insuffisantes. En conséquence, Giscard tentera de faire pression sur Schmidt pour qu'il se montre plus ferme vis-à-vis des exigences britanniques. Il n'est pas certain qu'il y parvienne, l'Allemagne n'étant pas forcément mécontente d'une participation de la Grande-Bretagne, qui équilibrerait la puissance de la SNIAS.

Le remplacement de Kanapa

Maxime Gremetz, un cadre-type du PC d'aujourd'hui

Comme nous l'annoncions dans notre édition d'hier, c'est Maxime Gremetz qui va succéder à Kanapa à la direction de la section de politique extérieure du PCF.

Cette nomination, si elle ne préjuge pas du rôle exact que jouera Gremetz dans la détermination de la politique extérieure du PCF est un nouveau pas en avant du député de la Somme. Gremetz symbolise assez bien ce que sont les nouveaux cadres dirigeants du PCF.

Militant JC, il adhère au PCF en 1958, à l'âge de 18 ans. Au contraire de Kanapa, par exemple, il n'a donc pas vécu toute la période antérieure au 20^e Congrès du PCUS.

En 1963, il devient secrétaire de section (Amiens Nord Est), et membre du secrétariat fédéral. En 1966 il est secrétaire de la Somme. Il entre au comité central en 1972, puis au bureau politique en 1976, après le 22^e Congrès. Il y joue immédiatement un rôle important, puisqu'à un moment où le PCF met en avant le thème de l'Union du peuple de France, entre le 21 et le 22^e Congrès, Gremetz est chargé des relations avec les chrétiens. C'est également lui qui supervise la préparation des élections cantonales et municipales. En mars dernier, il se fait élire député de la Somme, en remplacement du maire PCF d'Amiens, Lamps. Son

Ce vendredi après-midi Giscard et Schmidt termineront leurs entretiens. Ceux-ci portent sur deux sujets principaux :

Le premier est la constitution d'une zone de stabilité monétaire en Europe. Il s'agit pour les pays européens de parvenir à définir des mesures communes pour mettre leurs économies à l'abri des fluctuations du dollar. L'idée n'est pas nouvelle, mais a connu des fortunes diverses. En 1972, a été constitué le système du serpent monétaire, qui reposait sur des taux de change flottant, dans des limites de 2,25 % en plus ou en moins. Ce système est vite tombé en désuétude, l'Italie, la Grande-Bretagne et l'Irlande l'ayant quitté en raison des difficultés économiques qui leur rendaient impossible de limiter leur flottement à 2,5 %. De même, la France l'a quitté en 76. Le problème qui se pose donc aux gouvernements européens de la CEE est de relancer l'union monétaire européenne. La dépréciation du dollar rend en effet aléatoires les efforts de relance dont le principe a été décidé au sommet de Brème en juillet dernier.

Ce sommet avait adopté une formule de relance du serpent européen. Il s'agissait, tout en conservant le système de taux de changes flottants, d'élargir la marge de fluctuation à 4,5 % de manière à permettre aux pays les plus



faibles de réintégrer le système. Pendant l'été, des experts de la communauté ont étudié les implications de ces décisions, le sommet d'Aix-la-Chapelle examinera ces résultats. La principale mesure prévue consisterait en la constitution d'un fonds de réserve européen destiné à soutenir les monnaies en difficulté. Une telle solution conduirait vraisemblablement à renforcer le poids de l'Allemagne fédérale dans la communauté : du fait de sa relative prospérité économique, la RFA occuperait une position déterminante dans ce fonds de réserve, ayant des moyens bien supérieurs à ceux de ses partenaires pour intervenir dans le soutien à une monnaie en difficulté.

Le deuxième point abor-

dé à ce sommet est celui de la réforme des institutions communautaires liée à l'intégration prévue, ces prochaines années, de l'Espagne, de la Grèce et du Portugal, dans la CEE. Il y a accord, sur le principe, entre la RFA et la France, quant à cet élargissement. Faire fonctionner une communauté de douze membres impose des reconversions au niveau des institutions européennes. Actuellement, les décisions communautaires sont prises par le conseil des ministres, qui doit prendre ses décisions à l'unanimité. Cette question de l'unanimité a déjà posé des problèmes dans la communauté à six, puis à neuf. Déjà, sur des questions secondaires, les pays européens s'étaient mis d'accord pour prendre les décisions à la majorité simple ou qualifiée. Le rapport Tin-

demans, sur l'unité de l'Europe abondait dans ce sens, notamment en proposant que toutes les décisions du conseil des ministres soit désormais prises à la majorité. Ce rapport dort dans les tiroirs pour l'instant. L'occasion pourrait se présenter. Giscard, dans sa lettre, propose, en termes peu explicites, de «créer les conditions d'une véritable confédération de l'Europe». Ce qui impliquerait l'abandon, probablement pas total, du principe de l'unanimité contenu dans le traité de Rome. Ce qui, de toute façon, ne se ferait pas sans heurts, les différents pays ne tenant pas, dans le cadre de la concurrence qui les oppose, à risquer de se voir imposer des mesures qui iraient à l'encontre de leurs intérêts.

François NOLET

Europe et règlement intérieur examinés au Comité directeur

RELANCE DES AFFRONTEMENTS AU PS

Apparues progressivement après mars, estompées pendant les vacances, les luttes internes au PS reprennent de l'ampleur. Le comité directeur qui se réunit samedi verra s'affronter une fois de plus les différentes tendances qu'elles soient constituées de longue date, ou encore balbutiantes. Au chapitre des points d'achoppements, le règlement intérieur tout d'abord : pour répondre aux critiques sur le «présidentialisme» du premier secrétaire, Mitterrand et Mauroy ont mis au point un projet de règlement intérieur nouveau, qui doit être discuté ce samedi : au bureau exécutif restreint et homogène serait substitué un bureau exécutif de 35 à 45 membres élus à la proportionnelle par le congrès, tandis qu'une vaste assemblée, comptant plusieurs centaines de membres, remplacerait et le Comité directeur actuel, et les «conventions nationales» rela-

ti- vement fréquentes. Comme on peut s'en douter, le projet à la proportionnelle signifie une élection sur la base des courants déjà constitués (majorité, Cérés et peut-être «courant femmes»). Des gens comme Rocard ou Martinet, officiellement membres de la majorité, tout en entretenant des contradictions avec Mitterrand, pourraient faire les frais de telles élections à la proportionnelle.

La discussion prévue sur l'Europe et son élargissement suscitera elle aussi des affrontements. La désignation de Jack Lang comme chargé de la préparation des élections eu-

ropéennes n'a pas plu à tout le monde, Lang était très ouvertement mitterrandiste. Quant aux élus du midi, ils trouvent «malheureux» la décision d'organiser à Montpellier, dans le midi viticole donc, la session des élus du parti consacrée à l'élargissement du marché commun. Il y a une évidente contradiction, pour ces élus, entre le besoin de garder leur capital électoral et la position officielle du PS favorable à l'intégration de l'Espagne, au Portugal et de la Grèce dans l'Europe. Le statu-quo constaté au PS pendant les vacances va donc se terminer samedi.

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J
CCP N° 23 132 48 F - Paris
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

N.D.

Impôts directs et locaux : sursis jusqu'à mardi

Dans sa grande bonté, M. Papon, ministre du Budget, a décidé de reporter de quatre jours la date limite du paiement des impôts sur le revenu et impôts locaux. Ce sursis, qui est la règle chaque année, s'applique jusqu'au mardi 19 septembre à minuit. Au delà commence la majoration de 10 % pour paiement tardif.

Élection de Nancy : coup de sonde

L'Est républicain a publié un sondage de la SOFRES sur les intentions de vote pour l'élection de Nancy. Selon ce sondage, effectué du 31 août au 4 septembre, Servan-Schreiber obtiendrait 30 % des voix, son concurrent de droite 20 %, le gaulliste indépendant 1 %, Tondon (PS) 28 %, Favaro (PCF) 16 %, le PSU 1 %, et Lutte Ouvrière 3 %. Si ces chiffres se confirment, ils indiqueraient, par rapport au scrutin de mars, une amélioration de la situation de Servan-Schreiber par rapport au candidat du RPR. A gauche, on note une baisse de 3 % du PCF, et une progression du PS.

Transfert de Paris VIII : des propositions du conseil général de Seine St Denis

L'affaire de l'université de Vincennes continue. Un groupe de concertation sur l'implantation de l'université Paris VIII, mis en place à l'initiative des conseils généraux (à majorité PCF) du Val de Marne et de la Seine St Denis, vient de faire connaître ses propositions. Il s'oppose au projet gouvernemental d'installer Paris VIII à Saint Denis, et propose plusieurs autres implantations possibles : à Montreuil, dans la carrière des Beaumonts (terrain de cinq à dix hectares) ou au lieu-dit «Les murs à pêche», terrain de sept hectares ; à Noisy le Grand, près de la ville nouvelle de Marne la Vallée ; ou encore à Bobigny, dans le centre, sur un terrain de cinq hectares. Le ministre des Universités, Saunier Seité, avait déclaré il y a quelques jours que la décision de transfert de Paris VIII à Saint Denis était «irrévocable». Chirac a par ailleurs refusé l'installation de Paris VIII dans le périmètre de la capitale.

Rolande Perlican interdite d'antenne : c'est le PS !

On se souvient que, lors du récent débat télévisé sur le chômage, la direction d'Antenne 2 avait refusé que le PCF soit représenté par Rolande Perlican, candidate à l'élection du 14^e arrondissement, estimant que sa présence fausserait l'élection. A la suite de cette interdiction, Juquin était venu faire une brève déclaration avant de quitter le plateau. Et la presse du PCF d'embrayer sur la censure et l'arbitraire du gouvernement.

On s'attendait peut-être moins à ce qu'il mette le PS dans le même sac. Dans *L'Humanité* de jeudi Marchais attaque le PS, en s'appuyant sur une citation du *Matin*, selon laquelle «les socialistes qui avaient été informés des difficultés entre le parti communiste et les organisateurs de l'émission, avaient reçu l'assurance que Rolande Perlican ne viendrait pas». Et Marchais écrit à Elkabbach : «nous prenons acte de cette pratique qui consiste, pour vous, à organiser, en relation avec une formation politique, la censure de militants du PCF». Dernière découverte : donc, ce n'est plus le gouvernement qui a interdit d'antenne la candidate du PCF, mais le PS.

La preuve : il en avait été informé.

Le PS nettoie

M. Alain Chenard, député maire PS de Nantes, a lancé une opération ville propre. Ce qui n'aurait rien de très louable, s'il s'agissait uniquement de ramasser les papiers sales. Mais dans la foulée, la campagne s'attaque à l'affichage «sauvage», entendez l'affichage politique qui n'a pas les moyens de se payer des panneaux publicitaires.

VERS LA MISE EN COUPE RÉGLÉE DE LA RECHERCHE PAR L'INDUSTRIE

●Après le Conseil des ministres de mercredi, Aigrain, secrétaire d'État chargé auprès du Premier ministre de la recherche scientifique, commentait les mesures arrêtées sur la politique de recherche et son projet de budget pour 1979.

Il n'y a rien de nouveau dans ces mesures, mais l'officialisation d'une politique qui, dans les faits, était impulsée par le gouvernement depuis plusieurs années maintenant. Cela n'en constitue pas moins une attaque contre la recherche et contre les chercheurs eux-mêmes.

Il ne s'agit rien moins que de mettre la recherche scientifique au service du patronat, davantage encore qu'elle ne l'est aujourd'hui. Les expériences du type de celle qui avait commencé en 1975 par la conclusion d'un accord entre le CNRS (Centre National de la Recherche Scientifique) et Rhône-Poulenc vont devenir la règle.

La logique est la suivante : l'industrie privée finance un programme de recherche et en échange peut exploiter à son profit les découvertes des chercheurs qui continuent à être rémunérés par le CNRS et qui travaillent dans les laboratoires du Centre.

Cette mise en tutelle de

la recherche par les industriels ne concernera d'ailleurs pas que la grande industrie mais désormais aussi les PMI.

Toujours dans la même logique, un groupe d'évaluation des forces et des faiblesses de la recherche française sera mis sur pied. Il ne s'agit de rien d'autre on l'aura compris, que d'éliminer les secteurs non rentables.

Le secrétaire d'État entend aussi s'attaquer au mode de direction du CNRS lui-même, «pas suffisamment efficace» selon lui...

UNE MODIFICATION DU STATUT DES CHERCHEURS

Afin de favoriser ce rap-

prochement entre la recherche et l'industrie, Aigrain a prévenu les chercheurs qu'ils allaient devoir rompre avec cette idée qu'ils allaient pouvoir faire des recherches dans les directions qui les intéressent. Il ne faut pas qu'ils s'imaginent, selon lui, rester toute leur vie dans le même laboratoire. «Il faut développer la mobilité des chercheurs» dit-il. On parle en effet beaucoup de décentralisation au CNRS depuis plusieurs années, celle-ci va être appliquée à la lettre. Un syndicaliste du CNRS à Paris nous explique de quoi il s'agit : «Si Rhône-Poulenc finance un programme de recherches, il peut exiger pour plus d'efficacité que les chercheurs s'installent dans les laboratoires qui sont les plus proches de ses entreprises les plus directement concernées».

Enfin, le statut du chercheur va être réformé. Alors que, jusqu'à aujourd'hui, le nouvel engagé avait un statut d'«attaché de recherche» pendant huit ans, temps qui devait

lui permettre de «faire ses preuves», à l'avenir cette période sera diminuée de moitié. Au terme de cette échéance, si le chercheur ne fait pas l'affaire, il ne deviendra jamais «chargé de recherche».

Toutes ces transformations du statut de la recherche et des chercheurs eux-mêmes, a naturellement des répercussions budgétaires. Depuis les années 60, les moyens alloués à la recherche ont décliné de manière assez importante. Ce n'est pas le petit effort qui est fait dans le projet de budget pour 1979 qui peut le faire oublier. Il est vrai qu'on n'est plus en pleine période d'expansion de l'impérialisme français, que la crise est survenue et que la bourgeoisie est bien incapable de donner à la recherche tous les moyens dont elle devrait disposer.

La rentabilité immédiate est dans ce domaine également son unique règle de conduite.

François MARCHADIER

Giraud entonne un hymne à la compétitivité

A la suite du conseil des ministres, Giraud, ministre de l'Industrie, a expliqué ses orientations dans une interview au *Monde*. Il explique la théorie du gouvernement en matière de développement industriel. Celle-ci comporte, dit-il, quatre orientations :

«La première c'est que l'industrie française atteigne le niveau international de compétitivité, car c'est le seul moyen d'augmenter l'emploi». Certes, précise-t-il «pour les Français ce terme est un peu barbare et signifie souvent com-

pression d'effectifs». Deuxième orientation, il faut libérer les quatre vingt seize mille entreprises industrielles «des contraintes qui freinent leur développement». Troisième orientation, «l'industrie du futur» : «L'innovation, est le facteur clé qui commande les facteurs de spécialisation entre pays industrialisés». Quatrièmement, «les actions de politique industrielle se manifestent localement, il faut donc les définir et les mettre en œuvre avec le concours des intéressés». Giraud ter-

mine son interview en déclarant : «Il ne faut pas sacrifier le long terme aux drogues illusives : protectionnisme, relance, inflation, maintien d'activités périmées. Il n'y a que le travail sérieux qui compte, je suis sûr que c'est l'opinion des Français».

On est frappé à la lecture de cette interview par le cynisme du ministre en ce qui concerne le chômage qu'entraîne sa politique. La pirouette consistant à dire que l'on ne pourra créer des emplois que si l'économie française est

compétitive par rapport à ses concurrentes étrangères est fort peu consolante. Cela fait trois ans qu'on nous la sert.

Elle ne sert qu'à faire passer la pilule mais le mieux être du malade n'apparaît toujours pas. Au contraire n'annonce-t-on pas que le chômage a augmenté en août de 6 % par rapport à juillet ? Commentant ce chiffre Boulin a déclaré «il ne faut pas s'attendre à une amélioration dans les prochains mois...».

Les promotions de la «Démocratie française»

ERULIN QUITTE LE 2^e REP POUR L'ÉTAT-MAJOR



Le sinistre colonel Erulin, qui avait dirigé l'intervention des légionnaires français au Zaïre, a quitté le commandement du 2^e régiment étranger de parachutistes. Non pas qu'il soit sanctionné, bien au contraire. Erulin travaille maintenant à l'état-major de l'armée de terre, à Paris. Il est chargé de l'emploi des troupes aéroportées. En compagnie d'un autre colonel, Salvan, qui a été blessé au Liban alors qu'il commandait les casques bleus français, Erulin, le tortionnaire de la bataille d'Alger sera le héros d'une petite cérémonie organisée par Giscard le 28 septembre : Erulin et Salvan deviendront commandants de la Légion d'honneur.

ACIERIE DE NEUVES-MAISONS

Le 13 juillet, à la veille des départs en vacances, la direction de l'usine de Neuves-Maisons annonçait que les travaux de construction de la nouvelle aciérie à oxygène étaient suspendus, jusqu'à ce qu'une décision soit prise. Les groupes Chiers Chatillon Neuves Maisons et Usinor ayant décidé de fusionner, ils étaient en pourparlers, dans le but d'«harmoniser» leurs productions et installations. C'est ainsi que commençait une nouvelle phase de la restructuration de la sidérurgie française.

«Le gâchis capitaliste»

De notre correspondant

Les restructurations

Il y a deux ans, se réalisait une première fusion entre le groupe Chatillon-Neuves-Maisons d'une part et le groupe Chiers d'autre part. Il était alors décidé de construire une aciérie à oxygène à Neuves-Maisons mais aussi de fermer l'usine de la Chiers de Longwy ; on assurait que les emplois équivalents seraient garantis à certains à Neuves-Maisons. D'après les chiffres officiels, 1 500 licenciements auraient eu lieu depuis 1977 dans l'usine de Longwy.

Dans le même temps, Usinor décidait de ne plus construire d'aciérie à oxygène à Thionville, de licencier massivement dans cette ville et de moderniser son usine de Longwy et finalement d'y implanter son aciérie à oxygène.

Au début de l'année, un rapprochement entre Usinor et Chiers Chatillon Neuves Maisons avait eu lieu, devant conduire normalement à une fusion. C'est alors que la décision de suspension des travaux de Neuves-Maisons était connue «pour étudier les possibilités d'une plus grande coordination de leurs activités industrielles et commerciales».

Pire que la Villette !

Cette décision mettait en lumière deux scandales. Le premier, ce sont les travailleurs de la sidérurgie menés comme des pions par la bourgeoisie, au gré de ses plans de restructurations. Le second, c'est le scandale financier. Pire que le scandale de la Villette, tiraient la plupart des journaux.

Si l'aciérie n'était pas construite à Neuves-Maisons, ou si comme il en est question, elle était démontée pour être remontée à Longwy, c'est à plus d'un milliard de francs que se chiffrait le coût d'une telle opération. Depuis deux ans, certaines modernisations annexes ont été réalisées (système d'épuration des eaux, centrale électrique...) pour une valeur de 700 millions de francs. Ensuite 170 millions pour l'aciérie elle-même ont déjà été engagés. Mais le plus important reste la canalisation de la Moselle réalisée jusqu'à Neuves-Maisons uniquement dans la perspective de cette aciérie, afin que les grosses péniches puissent accéder jusque là, et qui a coûté 620 millions de francs, sans compter la destruction des berges, le massacre des rives qui constituaient un lieu de promenade et de détente apprécié. A ces sommes il faudrait en ajouter d'autres comme le coût de la conduite d'arrivée de l'oxy-

gène à Neuves-Maisons (54 millions de francs).

Plus d'un milliard de francs, au total, mais dont une proportion assez importante provient des caisses de l'État. C'est le cas pour la canalisation de la Moselle financée par les collectivités locales et l'État, c'est le cas aussi pour l'aciérie financée par le Fonds de Développement Économique et Social. Cette affaire de Neuves-Maisons permet de mettre à jour un troisième scandale, à l'actif d'Usinor celui-ci ; c'est le fait que le trust a touché par deux fois une aide pour construire son aciérie, une fois pour Thionville — mais il n'y a pas eu de réalisation — et une deuxième fois pour Longwy. Et après tout dans le futur groupe Usinor Chiers Chatillon Neuves-Maisons cela fera peut-être trois «aides» financières pour une aciérie construite.

Voilà une affaire qui illustre ce que peut être le gâchis capitaliste, cette incapacité permanente pour la bourgeoisie à réaliser la réorganisation économique autrement qu'en termes de licenciements, concentrations, fermetures d'usines.

La réponse des travailleurs

A l'annonce de la suspension des travaux de l'aciérie à oxygène,

c'est une première réaction de stupeur qui a été celle des travailleurs de Neuves-Maisons. Rien ne laissait présager une telle décision, connue à la veille des vacances, le 14 juillet. Mais ce premier sentiment passé, fallait-il attendre les bras croisés que la direction fasse connaître sa décision ? C'est bien la question de la vie même de l'usine qui se trouve ainsi posée, la non-construction de la nouvelle aciérie entraînant de nombreux licenciements.

Pour les villages de la banlieue de Nancy groupés autour de cette usine, c'est aussi leur existence qui se trouve menacée, d'autant plus que des licenciements ont eu lieu ces dernières années dans d'autres entreprises (tricoteries de Chaligny, par exemple).

Le 28 juillet, ce sont 10 000 travailleurs et leurs familles qui manifestaient dans les rues de Neuves-Maisons, alors que les commerçants fermaient leur magasin en signe de solidarité avec l'opération ville morte organisée par les syndicats.

Le 25 août, 5 000 personnes participent à la marche de Neuves-Maisons à Nancy (14 km) organisée aussi par les syndicats CGT et CFDT. Manifestation où les principaux mots d'ordre étaient «Neuves-Maisons vivra» et «Non aux licenciements», à laquelle étaient présentes des délégations d'autres entreprises et que de nombreuses personnes ont rejointe en cours de route.

Malgré ces succès, reste un certain nombre de questions : sur quoi se battre ? Deux aciéries, une à Neuves-Maisons et une à Longwy ? La reprise des travaux ? Alors que les législatives sont passées, la riposte nécessaire contre les plans de la bourgeoisie peut-elle encore être engagée ?

Neuves Maisons et la prochaine législative de Nancy

Certains candidats aux législatives de dimanche prochain ont dû avoir des insomnies après l'annonce de la suspension des travaux : voilà qui venait compliquer sérieusement une campagne. Aussi, dans les semaines qui suivirent, les travailleurs de

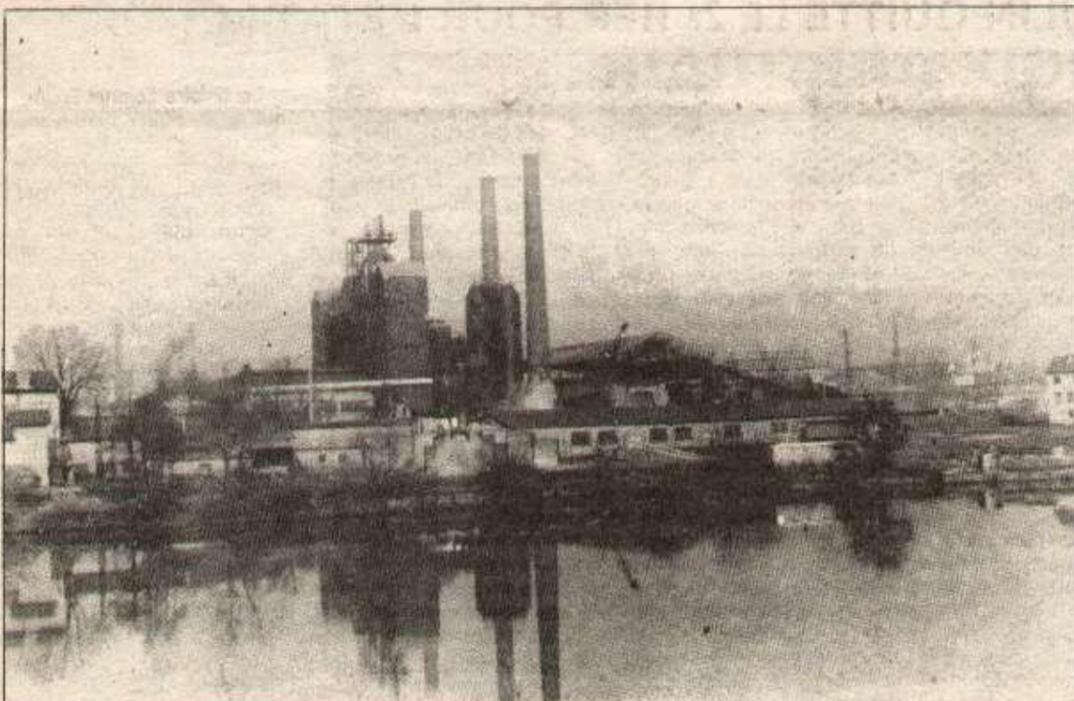
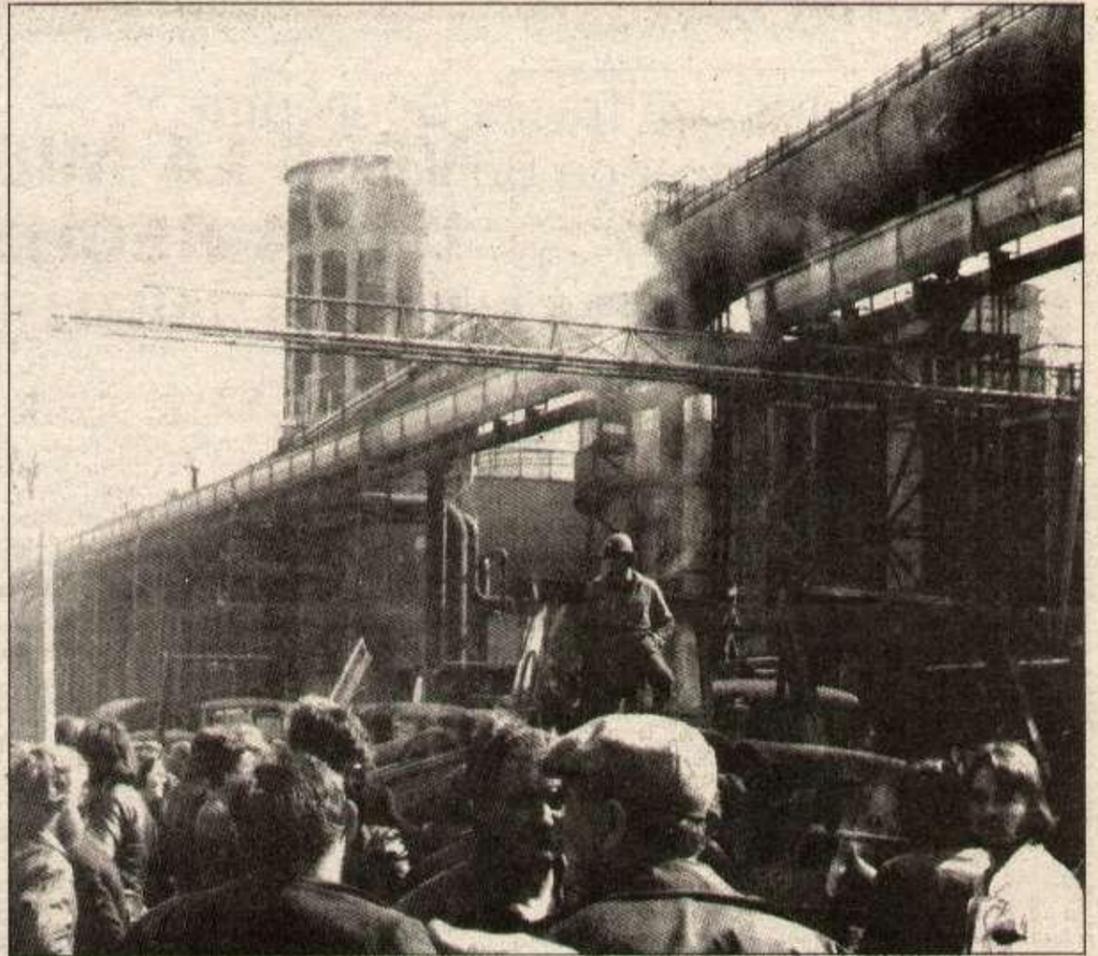
Neuves-Maisons ont-ils pu voir un certain nombre de personnalités à la porte de l'usine, ou découvrir dans la presse un nombre grandissant de prises de position en faveur de la poursuite des travaux.

«Les élus affichent leur détermination» titrait *L'Est Républicain*. En effet, à l'occasion d'une réunion convoquée par le maire de Neuves-Maisons (Parti socialiste) et regroupant tous les maires des communes environnantes et les élus de Meurthe et Moselle, on a vu se faire une touchante unanimité pour que vive Neuves-Maisons. JJSS, Bigard qui, comme à l'habitude, y est allé de son mot, Coulais, maire de Nancy, sous-ministre de l'Industrie, il y a deux ans... Huriet, candidat soutenu par le RPR mais «encouragé» par le PR.

Seuls le PCF et la CGT avaient refusé de participer à cette réunion. L'occasion était trop belle pour dénoncer la collusion.

Pour JJSS, les choses sont plus compliquées. En 1970, lors de sa première élection, il pouvait arguer du fait qu'il était dans l'«opposition» et avait déjà fait maintes promesses quant à l'emploi ; aujourd'hui cela ne fait plus recette. Alors, il tente d'apparaître comme l'homme du président ; les ministres sont des imbéciles responsables de ce gâchis mais Giscard poursuit une grande tâche qu'il faut soutenir. Pour répandre ces idées, affiches sur tous les murs, moyens sans précédent, plus importants encore que dans la campagne de 1970 qui était la première du genre en France. Quand il faut restaurer un mythe, cela coûte cher.

Si, à droite, on s'embrouille, à gauche, on manque d'enthousiasme, Tondon se contente d'une campagne tranquille, petites réunions, un seul meeting avec Mitterrand. Au PCF, les choses vont mal, le bruit d'un désistement pour le PS a couru à un moment. Marchais ne viendra pas soutenir le candidat PCF, il ne tient pas à parler devant une salle vide, peu de collages, pas d'enthousiasme, la défaite de mars 78 a enlevé certaines illusions et tout le monde au PCF n'admet pas les explications de la direction sur la responsabilité de la défaite, à tel point que des membres du PCF affirment qu'ils voteront PS dès le premier tour.



LUTTES OUVRIERES

Les résidents des foyers Sonacotra devant le tribunal de Bobigny

FAIRE ECHEC A STOLERU

Après une première vague de procès contre une centaine de résidents des Foyers Sonacotra en grève, au début de l'été, une nouvelle série de jugements vient de recommencer. Certains procès avaient été carrément reportés en septembre ou octobre, d'autres n'avaient pas abouti à une décision immédiate des juges. C'était déjà une première victoire contre les projets d'expulsion tramés par Stoleru, qui comptait expulser pendant l'été un certain nombre de résidents particulièrement combatifs, en finir avec le Comité de Coordination, et avec une lutte qui dure depuis maintenant plusieurs années. Cette première victoire avait été rendue possible par une large mobilisation dans les foyers, et la fin de l'été avait vu toute une série de nouveaux foyers rentrer en grève à leur tour, en particulier dans l'Est.

Judi, cinq foyers comparaissent donc devant

le tribunal des référés à Bobigny : les foyers de Bagnolet, de Neuilly et de Villemomble d'une part, et d'autre part ceux de Saint Denis (foyer Allende), et de Bondy. Pour les trois premiers, c'est le Comité de Coordination des foyers Sonacotra en lutte, organisation que se sont donnée démocratiquement les travailleurs, qui organisait une puissante mobilisation : 600 résidents. Pour les deux autres, c'est la CGT qui avait rassemblé une centaine de résidents. Pendant tout ce procès, le souci majeur de la CGT a été d'empêcher à tout prix que se fasse l'unité des résidents de ces cinq foyers.

Elle y a largement échoué, un début d'unité a commencé à s'exprimer ! C'est une défaite supplémentaire pour ces diviseurs, qui n'en sont pourtant pas à leur premier coup !

DEVANT LE TRIBUNAL

Unité autour du comité de coordination !

Massés devant les barrières dressées par les flics, environ 600 résidents s'étaient mobilisés à l'appel du comité de Coordination, pour manifester leur solidarité et leur soutien à leurs camarades qui comparaissent ce jeudi devant le tribunal des référés de Bobigny. Des banderoles rappelaient le combat qu'ils mènent pour certains depuis plusieurs années. Une immense banderole rouge fustigeait les mesures racistes de Stoleru. Durant l'audience, quelques prises de paroles de résidents appelaient à renforcer l'unité créée autour du Comité de Coordination, appels adressés aux quelques résidents, une centaine environ, mobilisés par la CGT dans les foyers où elle s'est accrochée à la direction de la lutte. Les mots d'ordre

«Vive le comité de coordination» et «Sonacotra cèdera» étaient largement repris, sur un ton qui ne laissait pas douter de la détermination des résidents. A la fin de l'audience, les responsables CGT regroupaient, avant le passage des barrières, les résidents des deux foyers qui sont actuellement sous sa houlette, Allende de Saint Denis et le foyer de Bondy. Une importante majorité de ces résidents avait pu assister à l'audience, et la CGT les a vite regroupés. Son but : éviter qu'ils puissent prendre contact et mener des discussions avec leurs camarades organisés autour du Comité. De suite, ces gens de la CGT préparaient le départ, et ordonnaient de rejoindre les cars à 300 mètres de là. Le comité organisait aussitôt un cortège pour les rejoindre. C'est aux cris de «Vive

le comité de coordination» que les travailleurs rejoignaient leurs camarades, déjà prêts à partir. Décidément, la direction CGT ne semble pas disposée à faciliter l'unité des résidents ! Mais malgré ses efforts, les résidents des foyers de Saint Denis et Bondy, reprenaient les mots d'ordre scandés, tandis que des membres du Comité rappelaient au mégaphone, les manœuvres de la direction CGT et du PCF contre le comité et contre la grève : leurs manœuvres pour s'approprier la direction de la lutte au foyer Allende, les négociations séparées qu'ils avaient engagées, avec la Sonacotra alors que les résidents exigeaient une négociation d'ensemble, avec comme interlocuteur le Comité de coordination. A ce titre il fut rappe-

lé ce que la CGT avait obtenu : des balais, des serpillières, et une réduction de vingt centimes sur le loyer !

Les appels à l'unité, recevaient un accueil favorable, que les applaudissements confirmaient. C'en était trop pour la CGT, qui bousculait les résidents et les refoulait dans les cars. Les moteurs tournaient depuis longtemps déjà, et les coups d'avertisseurs venaient appuyer les injonctions des cadres CGT qui avaient bien du mal à se faire entendre !

Le Comité décidait, sur la base de l'accueil enthousiaste de la majorité des résidents d'Allende et de Bondy, de systématiser les délégations dans ces deux foyers, et de renforcer l'unité ainsi créée.

Tribunal des référés : ● jugement rendu le 5 octobre ● la Sonacotra a bout d'argument

UN CHOIX ARBITRAIRE

Ce jeudi, avait lieu au tribunal des référés de Bobigny, le procès de plusieurs résidents de cinq foyers Sonacotra de la région parisienne. Deux où la CGT a la direction de la «lutte», Allende de Saint Denis, et Bondy et trois dont les résidents se sont regroupés autour du Comité de Coordination, traité d'aventuriste par le PCF et la CGT.

La salle du tribunal était occupée en grande majorité par les résidents de Saint Denis et de Bondy.

L'audience commençait avec près d'une demi-heure de retard sur une plaidoirie de l'avocat de la

Sonacotra. Une plaidoirie longue et confuse, où la Sonacotra reconnaissait dans un premier temps que «les premiers foyers construits étaient un peu dégradés». Mais elle ne manquait pas, à la fin de l'audience, pensant que cette petite phrase significative serait sans doute oubliée, de revenir dessus, décrivant les foyers comme de petits paradis, «très agréables» agrémentés de jardins, de jets d'eau, etc... Les résidents, à cette évocation idyllique n'ont pas manqué de sourire.

Mais le fait le plus significatif, de cette audience, qui marque malgré tout un recul de la Sonacotra, est

que celle-ci ait reconnu, avant qu'il ne lui en soit fait reproche, que l'assignation des résidents a été faite d'une façon arbitraire, en choisissant des «meneurs». L'argument : elle ne pouvait pas assigner des centaines de grévistes devant les tribunaux ; «on ne s'en sortirait plus». La Sonacotra a bien du mal à justifier son intransigence depuis le début de la lutte engagée voilà quatre ans par les résidents.

La procédure employée tend à le prouver. Les référés, procédure «d'urgence», ne permettent pas de statuer sur l'ensemble des éléments que pourrait fournir la défense. Celle-ci

a d'ailleurs demandé au tribunal de se déclarer incompétent, et que le procès se poursuive devant un tribunal d'Instance, afin de s'appuyer sur une enquête rassemblant plus d'éléments que ceux fournis par les deux parties. Les conclusions d'experts, d'une part sur les comptes de la Sonacotra (notamment sur le montant et la répartition des charges), d'autre part sur la salubrité des foyers, seraient sans aucun doute des éléments qui seraient favorables aux résidents. La défense (à noter qu'il n'apparaissait pas de divergence entre les foyers CGT et Comité), démontrait également que la Sonacotra violait délibé-

Journée portes ouvertes au foyer SONACOTRA Nanterre

4 et 6 rue des SORBIERS

16 SEPTEMBRE DE 14 H A 22 H

- 37 mois de grève des loyers pour :
- Le droit de visite et de réunion ;
 - Un juste prix pour le loyer ;
 - Le remplacement des gérants provocateurs par des concierges...
 - des activités de loisir et culturelles ;
 - De meilleures conditions d'hygiène et de sécurité ;
 - La reconnaissance du Comité de résidents et de coordination ;
 - 270 F pour 6 m², soit 4 500 F pour un F 3 I
 - Des chambres séparées par du contreplaqué !

PROGRAMME

- Visite du foyer
- Films
- Montage diapos
- Chants
- Musique

**NON AUX LOYERS TROP ÉLEVÉS !
NON AUX FOYERS-PRISON !
LOCATAIRES-RÉSIDENTS,
FRANÇAIS-IMMIGRÉS TOUS UNIS !
NON AUX EXPULSIONS !**

Comité de Résidents Nanterre Sorbiers

DE St DENIS A BAGNOLET...

Foyer Sonacotra de Bagnolet, Foyer Allende de Saint Denis : deux foyers qui sont presque devenus un symbole, dans cette lutte des résidents. Au foyer de Bagnolet, en juin 76, la grève des loyers dure depuis 17 mois. Le 4 juin, les résidents apprennent tout d'un coup qu'un «accord» a été signé. Par qui ? Le mystère ne dure pas longtemps. Derrière cet accord séparé, on trouve l'union locale CGT, et le PCF ! Son contenu ? Rien à voir avec les revendications des locataires, revendications inscrites dans la plate-forme du comité de coordination. Tout au plus, une légère diminution du loyer, mais sur tout le reste, rien. Après un temps d'incertitude et de division, les résidents refusent cette manœuvre, et depuis, la grève continue, le foyer de Bagnolet est toujours organisé dans le Comité, les manœuvres des structures CGT sont largement dénoncées pour ce qu'elles sont.

Au foyer Allende, c'était la même tentative, dès le début : accords séparés sur des acquis grotesques, isolement du foyer, une lutte en dent de scie. C'est un des rares foyers où des représentants de la CGT ont réussi, dans une certaine mesure, à garder la direction des affaires. C'est pourquoi, jeudi, ils ont tout fait pour éviter la jonction des résidents, la confrontation des expériences de lutte. Maintenir les résidents dans l'isolement, dans l'ignorance en colportant des ragots sur le comité, voilà leur objectif. Difficile à atteindre, car aujourd'hui, dans les foyers Sonacotra en lutte, le bilan de ces expériences est largement tiré...

Les résidents, optimistes, n'ont pas manqué de tourner en dérision l'audience qui venait de se dérouler et dont nous connaissons la décision le 5 octobre, en démontant notamment un argument de la Sonacotra : «La Sonacotra dit que nous sommes rassemblés ici en manifestation pour terroriser les juges et influencer sur leurs décisions, mais nous sommes rassemblés pour exprimer notre unité, et notre solidarité avec nos camarades poursuivis !».

Cette unité et cette solidarité sont les éléments déterminants pour assurer la victoire.

SPLI (Rennes)

LE REFUS DES «SOLUTIONS BIDONS»

Plusieurs questions étaient inscrites à l'ordre du jour de discussions à l'usine de la zone industrielle de Chantepie, jeudi. Parmi elles, les mesures à prendre pour faire face aux manœuvres de l'UD-CGT, la préparation de la manifestation de lundi prochain et le fonctionnement de l'occupation.

D'autre part, la menace d'une intervention policière est toujours présente. Le processus poursuivi par Alphen (PDG de Huit SA) pour faire redémarrer

le secteur qui l'intéresse en abandonnant les autres, se heurte à l'occupation de l'usine de Rennes. Maintenant qu'il a, (du moins le pense-t-il) obtenu une sorte de légitimité par l'opération «vote bidon» organisé par l'UD-CGT avec le concours actif de l'Inspection du Travail, il lui reste à disposer des locaux pour mettre son plan à exécution. C'est là que ça se corse, car les travailleurs qui les occupent ne sont pas du tout disposés à les quitter.

L'usine SPLI de Rennes est maintenant occupée depuis plus de trois mois. Comme dans toutes les occupations, des problèmes surgissent qu'il faut discuter, résoudre un à un. Ce n'est pas toujours facile mais la démocratie totale qui règne parmi les occupants est un atout majeur. Encore faut-il qu'elle soit efficace, que les riches discussions aboutissent à des décisions collectives. C'est ce que plusieurs ouvriers soulignaient jeudi après-midi en demandant que l'organisation du fonctionnement, des débats, soit davantage prise en compte.

D'autre part, la rupture entre l'UD-CGT et la section de la SPLI est maintenant consommée. Il est clair que l'UD va s'efforcer par tous les moyens de faire passer ses positions, de faire accepter le plan Alphen et les 1 270 licenciements sur 1 500 employés qu'il prévoit. De ce point de vue, une collaboration objective s'est établie entre la direction CGT et le PDG de Huit SA. Il convient donc de prendre les dispositions nécessaires pour contrecarrer ces néfastes projets.

Trois points ressortaient des discussions de jeudi après-midi :



Mercredi : le «vote truqué» organisé par l'UD. Dans quelques minutes, les bulletins vole-
ront par la fenêtre.

• même si la consultation organisée par l'UD ne peut avoir aucune légitimité d'un strict point de vue juridique, vu les conditions scandaleusement anti-démocratiques dans lesquelles elle s'est déroulée, il n'en reste pas moins qu'elle peut servir de justification pour isoler les travailleurs qui occupent et finalement imposer le plan Alphen. Il faut donc s'y opposer. Dans ce sens, différents contacts ont été entrepris (avec des avocats par exemple) pour contester ce vote, publiquement et par tous les moyens.

• beaucoup de monde s'é-

vertue à développer l'idée que la section syndicale CGT de la SPLI et les travailleurs qui se sont regroupés autour d'elle, sont des «jusqu'aboutistes» qui veulent la lutte pour la lutte. D'une part, les permanents de l'UD-CGT se sont grossièrement imposés en négociant directement avec Alphen, sans même en avertir la section de la SPLI ni les travailleurs. Pour ces deux raisons, les grévistes ont décidé de relancer toutes les personnes habilitées pour faire part de leur volonté de négocier sur la base d'une solution d'ensemble

pour les 1 500 travailleurs des usines de la SPLI. En même temps, ils veulent indiquer fermement que, vu la situation, ils sont les seuls habilités à parler au nom des travailleurs de Rennes et de la section CGT.

• l'opération «consultation» de l'UD-CGT a été un tournant important. Il est nécessaire maintenant de relancer la mobilisation et le soutien. La manifestation appelée pour lundi par la section CGT de la SPLI sera une étape dans cette voie. Toute la journée de jeudi, les équipes sont allées diffuser des

Communiqué de la section syndicale CGT de la SPLI-Rennes et Chateaugiron :

«Nous, section syndicale CGT-SPLI, considérons comme nul le «vote» qui a eu lieu le mercredi 13 dans les locaux de l'Inspection du Travail.

A aucun moment, ce «vote» n'a rempli les conditions élémentaires de démocratie dans lesquelles il devait se tenir. Qui plus est, ce vote demandait de se prononcer sur un accord de discussion du 9 septembre, lequel accord était en retrait par rapport à ce que nous, section syndicale CGT-SPLI, avions obtenu le 23 août, lors du constat de discussion sur lequel M. Alphen-tenait à s'engager.

Partant de ce constat de discussion du 23 août, que nous estimions insuffisant et dans lequel de nombreux points étaient restés en suspens, nous demandons que de nouvelles négociations sérieuses s'ouvrent avec M. Alphen et ce, dans les délais les plus brefs.

Nous estimons qu'aucune négociation ne peut se faire sans participation de la section syndicale d'entreprise CGT de la SPLI Rennes et Chateaugiron.

Nous sommes prêts, en fonction de nouveaux résultats obtenus, à effectuer une consultation auprès du personnel de la SPLI à condition que des garanties sérieuses s'offrent à nous quant à la manière dont elle se déroulera.»

tracts d'appel aux usines, à la sortie des grands magasins... Sur le thème de cette manifestation, les travailleurs de la SPLI veulent être très clairs : il s'agit d'une mobilisation pour l'emploi qui concerne bien sûr la SPLI au premier chef, mais aussi d'autres boîtes comme Eternit, Sappitex, CGCT... Cette précision est utile à faire pour couper court à des ragots complaisamment colportés par certains, qui veulent faire croire que la manifestation de lundi se-

rait dirigée contre l'UD-CGT.

D'autres projets sont en cours, notamment l'organisation d'un gala de soutien pour le mardi 26 septembre. Ainsi, contrairement aux espérances d'Alphen et de l'UD-CGT, la section CGT de l'usine de Rennes et les ouvrières qui se sont regroupées autour d'elle, ne se laissent pas intimider. Ils entendent poursuivre la lutte pour une solution globale concernant les 1 500 travailleurs de la SPLI.

Montreuil

Dialogue dans une imprimerie occupée

«Imprimerie occupée», «Non aux licenciements dans le Livre», «60 % des imprimeries françaises sont à l'étranger»... A Montreuil sous Bois, dans la banlieue Est de Paris, 38 ouvriers occupent leur imprimerie jour et nuit. Cette imprimerie, c'est la SFIC, créée en 1952. Elle employait jusqu'à présent 80 personnes et fabriquait des cartonnages (emballage de produits), des jaquettes, des brochures, des couvertures de livres. Le 10 août, un jugement du tribunal de commerce a ordonné la liquidation des biens : 68 licenciements.

«En fait, l'entreprise est viable. Nous avons des preuves que les patrons ont mené intentionnellement l'entreprise en déficit». Celui qui parle est délégué CGT et précise bien qu'il est membre du PCF. Il a visiblement beaucoup de choses à dire sur les capacités de l'imprimerie. Il vient d'interrompre sa partie de pétanque. «C'est la famille Courtois qui possédait l'entreprise.

Maintenant, elle a une attitude complètement passive vis-à-vis de nous ; pour elle, l'affaire est passée en jugement, c'est réglé. Pourtant, nous faisons du matériel de bonne qualité. Nous sommes une petite imprimerie de 8 000 m², mais nous sommes connus sur le marché de la place de Paris. Le matériel est vieux, les machines ont besoin d'être remises en état, mais on fait du bon travail. L'imprimerie peut marcher, sans être en déficit. On veut le redémarrage de l'entreprise. Naturellement, il serait impossible de réembaucher tout le monde, mais enfin, ce qui compte surtout, c'est de trouver quelqu'un qui rachète l'usine et puis de la remettre en route. C'est pour cela qu'on occupe, pour faire pression sur le syndic.»

Sur la mobilisation des ouvriers licenciés, il sera moins loquace : «Lorsqu'on a décidé l'occupation, en AG, tous les camarades n'étaient pas d'accord. Certains ont fait

le choix d'aller tout de suite chercher du travail.»

— Vous avez essayé de les contacter ?

— Non, et de toute façon, ce qui compte d'abord, c'est de rouvrir l'usine.

— Est-ce que vous avez des AG régulièrement, pour relancer la lutte, obtenir un soutien de la population ?

— Non, les AG ne sont pas régulières. On se réunit quand il y a des décisions à prendre. Eventuellement, peut-être, on fera une journée portes ouvertes. De toutes façons, on a le temps : à Chaix, ils en sont au 36^e mois.

— Il y a beaucoup de syndiqués ?

— 57 % de syndiqués, à la CGT.

L'occupation, aussi peu dynamique soit-elle, peut durer longtemps. Comme le dit le délégué, dans l'imprimerie, avec le soutien de la municipalité (PCF), la situation peut durer longtemps, traîner des mois, sans que rien n'aboutisse...

Corr. Montreuil

En bref... En bref... En bref...

Éternit : les patrons en justice

Jeudi, les sections syndicales des usines Eternit (entreprise de construction industrielle) exigeaient devant le tribunal de Versailles que les explications fournies par la direction pour justifier les 975 licenciements soient un peu plus sérieuses ! Le jugement ne sera rendu que mardi 19. Dans l'immédiat, on se prépare à la montée sur Paris, ce lundi : manifestation sur les Champs-Élysées — le siège social est à deux pas —, meeting, demande d'audience au ministère du Travail... Les syndicats notent une bonne mobilisation dans les usines, ainsi dans les Yvelines, après la manifestation de mercredi (voir QdP d'hier).

Bonnet couvre Mgr Lefèvre

Les intégristes, c'est-à-dire l'aile la plus réactionnaire de l'église catholique, occupent depuis longtemps maintenant l'église St Nicolas Chardonnet (à deux pas de la Mutualité à Paris).

Cette occupation a été affirmée illégale par un jugement du tribunal le 1^{er} avril 1977. Ce jugement devait être confirmé en appel le 13 juillet suivant. Le tribunal précisait même que l'église devait être évacuée avant le 31 août 1977.

Le 8 juillet, Quiles, nouveau député du PS, demandait dans une question écrite à Bonnet, le ministre de l'Intérieur, pourquoi le jugement n'avait pas été exécuté dix mois après.

La réponse du ministre de l'Intérieur vaut la peine d'être citée : «L'évacuation de l'église a été différée en raison des troubles à l'ordre public que risquait d'entraîner cette opération». M. Bonnet a moins de scrupules quand il s'agit d'expulser des ouvriers en grève !

REUNION NATIONALE DES RADIOS LIBRES CE WEEK-END A LYON

Organisée par le bureau de liaison des radios libres, une rencontre de collectifs a lieu ce dimanche 17 septembre à partir de 9 h au centre culturel de Villeurbanne, 234 cours Emile Zola, à Villeurbanne.

TUPOLEV 144 OUT?

Le bureau de renseignements de l'Aérolot a informé jeudi sa clientèle d'apparatchik qu'aucun vol à bord du supersonique soviétique n'était prévu pour cette année. Aucune explication n'est fournie. La cessation des vols pourrait être liée à des problèmes de sécurité ou de consommation trop importante. Car comme Concorde dont il est largement inspiré, Tupolev 144 est un gouffre à kérosène.

Enquête US sur les cancers professionnels

● 40 % DES CANCERS SONT PROFESSIONNELS

● L'AMIANTE TUERAIT DEUX MILLIONS DE PERSONNES DANS LES TRENTE ANS A VENIR

● Le gouvernement fédéral américain vient de rendre public le résultat de l'enquête fédérale sur les maladies professionnelles aux USA. Aux termes de cette enquête, la proportion estimée de cancers d'origine professionnelle fait un bond considérable puisqu'elle passe de 5 %, l'estimation officielle antérieure, à 20 %. Il est à remarquer que ce simple chiffre dépasse de loin l'addition de toutes les statistiques fournies par les divers groupes industriels américains...

La publication de ces chiffres qui sont encore, de l'avis de nombreux chercheurs, en dessous de la réalité, a jeté un éclairage dramatique sur l'état et le développement de ce type de maladie professionnelle.

Ces données inquiétantes ont été communiquées à tous les responsables du gouvernement américain pour information. Le secrétaire d'État à la Santé et à l'Éducation, Joseph Califano, a fait une communication à la presse en déclarant que les industriels re-

gardaient avec des «yeux de myope» les programmes de protection professionnelle en leur demandant de «viser à long terme» quand il s'agit de sécurité et de santé publique. D'autres fonctionnaires du ministère fédéral de la Santé estiment que le chiffre de 20 % est très inférieur à la réalité : le chiffre réel serait de l'ordre de 40 %. Rien que pour l'année 1977, 375 000 cas de cancer ont été enregistrés aux USA (et ce, sans comptabiliser les cancers de la peau dont une partie

est d'origine professionnelle).

DEUX MILLIONS DE MORTS DANS TRENTE ANS !

Dans le même temps, l'Institut National du Cancer estime que l'asbestose (la maladie de l'amiante) devrait être à l'origine de deux millions de morts par cancer dans les trente prochaines années. Un chiffre à rapprocher des 120 millions de morts environ que le cancer devrait causer aux USA dans la même période : soit 17 % du total des décès !

Sur la base de la simple exposition passée à l'amiante, c'est-à-dire des travailleurs qui sont d'ores et déjà exposés à l'amiante, on peut s'attendre à recenser environ 67 000 cas professionnels.

Sur la base de l'attitude

des grands groupes capitalistes, de l'utilisation massive d'amiante dans l'industrie sans précaution, l'exposition aux risques se poursuit à un rythme très élevé et ses conséquences ne sont pas du tout en voie de diminution.

Malgré les intérêts immédiats des trusts, sous la pression des révélations scientifiques faites par de nombreux chercheurs américains, le gouvernement américain est obligé de prendre en compte le problème. Déjà des études sont entamées sur huit autres grands cancérigènes particulièrement meurtriers que l'on retrouve dans les industries de la chaussure, du cadmium, du charbon, entre autres.

UNE LUTTE VITALE

Sur la base de l'acquis scientifique important des

dernières années, selon lequel 85 % des cancers sont dus à l'environnement, c'est-à-dire à tous les facteurs extérieurs, il est logique que les épidémiologistes attribuent une responsabilité de plus en plus grande aux cancers professionnels, le travail occupant une part considérable de l'activité humaine. Les risques les plus importants (poussières, toxiques, cancérigènes...) cumulent leurs effets au niveau de l'usine. En liaison avec le travail industriel, les cancérigènes se retrouvent peu à peu dans l'environnement collectif : des milliers de tonnes de solvants sont utilisées pour fabriquer des colles, des peintures et des vernis. Des millions de tonnes qui partiront forcément dans l'atmosphère quand le produit séchera !

Malgré l'ampleur et le

caractère dramatique de la situation actuelle, malgré les révélations qui sont faites tous les ans, les responsables sanitaires tant aux USA qu'en France n'ont mis sur pied aucun programme sérieux de prévention. Ces programmes nécessitent des investissements jugés non rentables, compte-tenu d'une logique criminelle et capitaliste. Et c'est cas par cas que les ouvriers amiantés de Ferodo, de Bendix, les travailleurs de Jussieu, doivent arracher à la Sécurité sociale la reconnaissance de l'origine professionnelle d'une maladie qui en tue un trop grand nombre. Leur lutte, camouflée par la grande presse, est bien une lutte vitale pour un avenir qui concerne tous les travailleurs.

Pierre PUJOL

Le chômage toujours en hausse

Les chiffres sont là, et le gouvernement ne parvient même plus à les cacher. Le chômage a encore augmenté en août, et Boulin a été obligé de reconnaître qu'il continuera à augmenter, «jusqu'à la fin de l'année, et au-delà peut-être». Il y avait au mois d'août, en données brutes, et selon les chiffres officiels, 1 156 000 chômeurs, contre 1 094 200 en juillet, soit une augmentation de 5,7 %. En données corrigées des variations saisonnières, on arrive au chiffre de 1 276 000 chômeurs. Bien entendu, il ne s'agit là que des chômeurs déclarés aux ANPE, ce qui permet d'apprécier le nombre réel de personnes sans emploi dans la France de Giscard-Barre. Parmi ces chômeurs, 40,5 % sont des jeunes de moins de 25 ans, et 62,9 % des femmes. 230 000 personnes sont au chômage depuis plus de 6 mois, et 150 000 depuis plus d'un an.

180 770 chômeurs ont bénéficié en août des 90 % de salaires par suite de licenciements économiques, et 516 325 des assedics. Un chômeur sur deux ne «bénéficie» donc, en tout et pour tout, que des maigres ressources accordées par l'ANPE.

Le parapluie du KGB employé en France ?

A la suite de la mort à Londres de Georgi Markov, empoisonné par la piqûre d'un parapluie, on apprend qu'un autre dissident bulgare aurait été victime d'une agression du même genre à Paris. Vladimir Kostov, qui a demandé l'asile politique en France au printemps 77 affirme en effet avoir ressenti une douleur dans le dos dans l'escalator du métro à l'arc de triomphe, le 26 août. Un médecin avait noté la présence de fragments de métal dans la plaie, localement infectée. Le réfugié attribue aux services secrets bulgares cette agression, qu'il considère comme une tentative d'assassinat manquée.

Total limite ses rabais... pour les distributeurs

Les compagnies pétrolières consentaient jusqu'à 20 à 25 centimes de rabais par litre aux distributeurs libres de carburant auto. Total vient de décider, pour sa part, de limiter ce rabais à 5 ou 6 centimes. Cette compagnie contrôlait jusqu'à présent 25,6 % du marché. Quel rabais pour les consommateurs ?

MOBILISATION A BREST CONTRE LE PROJET DE CENTRALE NUCLEAIRE

De notre correspondant

A la veille de l'installation d'une centrale nucléaire dans le Finistère, quels sont les bilans et perspectives des comités anti-marée noire et des CLIN (Comité de lutte et d'information sur le nucléaire) de Bretagne ?

Durant l'été, les comités anti-marée noire et les CLIN du Nord-Finistère organisèrent une exposition marée noire au Conquet, joignant ce problème à celui du nucléaire. 15 000 à 20 000 personnes la visitèrent. Cette exposition tranchait en qualité avec celle organisée par la municipalité de gauche de Brest qu'elle présentait dans sa mairie : rien sur les manifestations, sur l'occupation militaire, sur la santé... et pire, sur les ouvriers, marins-pêcheurs et ouvriers dépendant de la mer. Évidemment, aucun rapprochement avec le nucléaire ; seulement une série de photos sur «la merde». Rien donc du côté des élus de gauche...

De leur côté, les comités anti-marée noire voient leurs militants s'animer à l'approche du choix par le Conseil Régional le 26 septembre du site où serait implantée la prochaine centrale nucléaire bretonne. Ce comité anti-marée noire de Brest a décidé de rejoindre les CLIN pour cette lutte, dans la logique de son mot d'ordre : «Mazouté aujourd'hui, radioactif demain». Malgré tout, un travail d'information continuera à être fait sur les conséquences de la marée noire sachant que bien des



17 juin 77 : Procès en appel des 5 paysans nantais condamnés pour une action contre la centrale du Pellerin.

problèmes ressurgiront du fait des poches de pétrole et de la pollution de la flore marine. Aussi le mois d'octobre connaîtra le festival de films sur toutes les formes de pollution, du pétrole au mercure, en passant par les boues rouges, à l'initiative des comités anti-marée noire de Brest et en direction des entreprises et des lycées.

Quant au problème du nucléaire, une manifestation est prévue le 23 septembre à 15 h à Brest à l'appel des CLIN, ceci à la veille du conseil régional. Cette manifestation s'annonce déjà comme importante puisqu'une des réunions préparatoires a

réuni environ 150 personnes, mercredi. Une initiative heureuse : à la fin de la manifestation, pas de dislocation immédiate, mais un fest-noz devant la mairie.

De leur côté, les pouvoirs publics montrent leur crainte face aux trop évidentes réactions de la population ; le maire d'un des sites promet de le défendre avec «des fourches et des fusils», même si les locaux de l'EDF à Brest se barricadent derrière de solides rideaux d'acier, tandis qu'un militant du Comité anti-marée noire s'est fait arrêter et perquisitionner la semaine passée du fait d'«incitation des contingents à la dé-

«sabéissances», en liaison avec la diffusion d'un tract au mois de juin. Il avait été poursuivi à l'époque par des paras. Il avait réussi à s'échapper.

Dans le même temps, la semaine dernière, les locaux du comité anti-marée noire ont été perquisitionnés. C'était la première fois. Cela coïncide, dans les faits, avec la venue d'un nouveau chef des RG, Laroux, à Brest, que l'on dit sympathisant du PFN. Des bombardements de groupes fascistes font leur apparition sur des murs de Brest.

Quant aux militaires venus nettoyer la nappe noire, ils sont toujours là... !

IRAN : témoignage

Une militante du mouvement religieux qui se trouvait encore à Téhéran jeudi 14 septembre au matin, témoigne pour le *Quotidien du Peuple*

Le vendredi noir a fait au moins 5 000 morts. «Vive la lutte palestinienne ! Vive la lutte érythréenne !» criaient les manifestants. Il y a beaucoup de soldats emprisonnés. Quand je suis partie jeudi matin, la grève était totale !



Jeudi, la grève générale a été quasi totale en Iran. Le mouvement a été particulièrement suivi dans les villes de Tabriz, d'Ispahan et de Téhéran. Dans la capitale la grève du bazar dure maintenant depuis 10 jours et menace l'approvisionnement de la ville, les autorités doivent faire face à de grandes difficultés. Au cimetière de Behechte-Zara où ont été enterrées les victimes des dernières manifestations, la manifestation prévue a eu lieu sous la pression de dizaines de milliers de personnes, 20 000 d'entre elles ont réussi à pénétrer dans le cimetière malgré les barrages de l'armée qui semblait avoir reçu comme consigne de ne pas tirer.

Un appel de l'Ayatollah Khomeiny aux forces armées diffusé à l'entrée du cimetière. On peut y lire : «Parmi vous il y a des militaires qui voulaient être libres comme dans toute société où la liberté existe» «il faut que vous manifestiez comme nous».

Comme les jours précédents, les slogans hostiles au Shah ont été largement repris : «Mort à

Jeudi la manifestation à Téhéran a réuni 1 million 500 000 personnes ; l'organisation a été minutieusement préparée par le peuple : de l'eau et de la nourriture ont été distribuées, des poubelles avaient été prévues pour éviter de salir les rues. Devant chaque banque, un service d'ordre formé de trois rangées de militants était présent. Beaucoup de slogans ont été prononcés en faveur de Khomeiny et de l'Islam, aucun en faveur de Sharriat Madari (dirigeant religieux modéré NDLR) : «Notre parti, c'est le parti de Dieu», «Notre dirigeant, c'est Khomeiny». D'autres soulignaient le désir d'indépendance : «Indépendance, liberté, gouvernement islamique». Des mots d'ordre ont été prononcés pour rallier les soldats : «Armée, viens du côté du peuple et aide le peuple». Les soldats qui étaient dans la rue pleuraient, les manifestants leur lançaient des fleurs. Des mots d'ordre anti-impérialistes ont été scandés, tels que «Vive la lutte palestinienne», «Vive la lutte érythréenne». D'autres slogans demandaient la libération des prisonniers politiques.

Un grand nombre de voix exprimait la haine contre le Shah : «Shah, valet de l'impérialisme américain». Le peuple sent que le Shah se maintient grâce aux Américains.

**JEUDI
DE 8 H DU MATIN
A 8 H DU SOIR...**

Le départ de la manifestation avait lieu à 8 h du matin depuis une colline située au sud de Téhéran. L'armée a immédiatement lancé des gaz lacrymogènes, les manifestants s'échappant par les petites rues se sont alors rassemblés en contre-bas de la colline. La manifestation s'est déroulée de 8 h du matin à 8 h du soir. Au fur et à mesure, les rangs se gonflaient et la peur de départ disparaissait. Une trentaine de camions remplis de soldats, la mitrailleuse au poing suivaient la manifestation ; derrière eux, des bus transportaient des agents de la SAVAK.

Le peuple interpellait les soldats en leur montrant des photos des cadavres calcinés retrouvés dans le cinéma Rex d'Abadan : «Soldat, n'est-ce pas ton frère ? Pourquoi le tuer ?». Tout le monde pleurait, c'était très émouvant. L'armée qui était présente partout, n'est pas intervenue, sauf au début où elle a utilisé des gaz lacrymogènes. Sensibles aux fleurs qu'on leur lançait et aux appels : «Frère, frère, ne tue pas ton frère», certains soldats pleuraient. Ils avaient la tête basse et faisaient des signes approbateurs. Un commandant s'est levé et a dit : «Comme j'aurais aimé porter des vêtements civils et être parmi vous, le peuple». Il paraît que dans l'armée, on procède à de nombreuses arrestations et condamnations.

Jeudi soir, après la dispersion, un rendez-vous était fixé pour une nouvelle manifestation le lendemain matin à 8 h, place Jaleh.

**«VENDREDI
PLACE JALEH
J'AI VU UN SOLDAT
TUER
SON COMMANDANT
AVANT DE
SE SUICIDER»**

Le vendredi, la loi mar-

tie de la dynastie Pahlavie». A Ispahan où la loi martiale est appliquée depuis 33 jours, la grève illimitée dure depuis cette date.

D'autre part, de nombreuses grèves ouvrières éclatent dans tout le pays : à Tabriz l'usine de machines-outils en est à son 15^e jour de grève, à Arak l'usine de machines agricoles est en grève depuis 4 jours. Des débrayages et des grèves pour réclamer le départ du Shah ont lieu dans tout l'Iran.

Le Shah a fait arrêter deux de ses anciens ministres pour corruption. Trois avaient déjà subi ce sort. Au Liban, on apprend la disparition de l'Iman Moussa Sadr, musulman chiite libanais. Le conseil des ministres a été consacré à cette question jeudi.

Nous publions aujourd'hui le témoignage et l'interview d'une militante du mouvement populaire en Iran qui a participé aux manifestations de jeudi et de vendredi derniers à Téhéran. Elle fait partie de ces milliers de jeunes iraniens qui au péril de leur vie luttent pour abolir la tyrannie en Iran.

La loi martiale était proclamée, ce qui diminuait le nombre de manifestants. Ceux qui sont venus ce jour-là savaient qu'ils risquaient leur vie.

En arrivant sur place, au sud de Téhéran, on faisait face aux chars et aux mitrailleuses pointées vers le peuple. Derrière nous, des camions de la police nous bloquaient. Seules, les rues latérales offraient une issue. Les manifestants étaient munis de torches (des journaux enflammés) pour diminuer l'effet du gaz lacrymogène. L'armée a empêché les cortèges venus des différents points de converger sur la place Jaleh, lieu final du rassemblement.

Nous nous sommes assis, tandis qu'un ayatollah entamait des pourparlers avec l'armée, qui a finalement refusé de nous laisser passer. Après des tirs de grenades lacrymogènes, les manifestants se sont repliés, puis sont revenus s'asseoir. Ensuite, un commandant a donné l'ordre à ses soldats de tirer sur le peuple. Un des soldats a refusé et a tué son commandant avant de se suicider, en même temps que deux de ses camarades. J'ai assisté à cette scène de mes propres yeux ; il était 8 h 30, donc une demi-heure seulement après le début de la manifestation.

Les manifestants ont alors trempé leurs banderoles dans le sang des soldats, avant de les brandir en criant : «Pour le Coran, notre frère s'est tué». Croyant que l'armée se retirait pour nous laisser continuer vers la place Jaleh, nous avons été surpris par le tir des soldats, qui tirèrent d'abord en l'air puis sur la foule. Les cortèges de

De nombreuses femmes sont mortes.

Personne n'a pu atteindre la place Jaleh : la place était remplie de tanks.

La manifestation a continué malgré les nombreux morts ; la fusillade s'est poursuivie jusqu'au soir. Les affrontements ont duré jusqu'à 8 h du soir : la manifestation se poursuivait.

Une femme juchée sur une voiture appelait les gens à rester, à lutter. Elle a été tuée par les soldats. Les femmes avaient leur propre service d'ordre.

Les gens se rendaient d'abord dans les hôpitaux pour voir s'ils avaient des blessés, puis ils allaient dans les cimetières. Un membre de chaque famille était autorisé à rentrer dans le cimetière et touchait 1 500 tourmans (1000 francs nouveaux) d'indemnité du gouvernement pour chaque balle retrouvée dans le corps de leur parent. Cela montre le cynisme sans borne du régime. Chaque personne après avoir enterré «ses morts» et après avoir prié pour eux, allait prier pour les autres.

Les caniveaux étaient rouges de sang. Il n'y avait aucune ambulance pour transporter ces blessés. Les gens se sont organisés avec des voitures particulières. J'ai vu un homme blessé d'une balle dans la poitrine à quelques mètres de moi. Les manifestants ont mis le feu à la mairie et à des boutiques qui vendent des boissons alcoolisées. Un général a pénétré dans une maison pour en déloger les occupants ; il a failli brûler car les gens avaient mis le feu à l'endroit où il se trouvait.

«5 000 MORTS !»

La répression a fait 5 000 morts à Téhéran lors de cette seule journée : des camions charriaient des morceaux de cadavres. Un camion rempli de cadavres s'est renversé dans la rue. Les transports étaient organisés par le peuple pour transporter les blessés graves vers les hôpitaux et accompagner les blessés légers et les femmes chez elles. Les premiers secours étaient portés à l'aide de coton et de draps déchirés. Les femmes qui étaient là étaient très courageuses ; elles disaient aux hommes : «Pourquoi fuyez-vous ? Allez lutter !»

bientôt de sérieux problèmes d'approvisionnement.

Quel est l'aspect des rues de Téhéran ?

— On se croirait en temps de guerre : des tanks sont postés partout des radars ont été placés devant le parlement, les soldats sont prêts à tirer, le peuple est en deuil.

Y a-t-il des contacts entre le peuple et les soldats ?

— Il y a beaucoup de soldats emprisonnés, déserteurs et beaucoup de suicides. Les officiers sont tellement «embrigadés» qu'ils ne voient que par le Shah. Les soldats sont issus du peuple et ne peuvent pas tirer sur leurs frères.

SOLDATS ISRAËLIENS ?

Pourtant les soldats ont tiré vendredi...

— Des gens affirment que ce sont des soldats israéliens qui ont tiré sur le peuple, en s'appuyant sur des témoins qui ont vu des soldats israéliens blessés, dans les hôpitaux. D'autres témoins affirment qu'ils ont vu débarquer des soldats israéliens de 4 Jumbo-Jets, à l'aéroport militaire de Téhéran. Certains soldats pendant la manifestation ne parlaient pas le persan, et n'avaient pas le type iranien, d'autres portaient des masques en tissu qui cachaient leur visage. Ce qui a fait dire à certains manifestants : «Les israéliens ça ne leur suffit pas de massacrer les Palestiniens, il faut qu'ils viennent en Iran». D'autre part, le pouvoir entretient les divisions religieuses et les divisions entre les minorités nationales. Les soldats de la garde impériale qui sont utilisés pour la répression sont choisis dans les minorités Kurdes ou Bais, ils ne sont pas musulmans chiites, mais musulmans sunites. Le gouvernement fait de la propagande contre Khomeiny et les chiites (les musulmans en Iran sont en majorité chiites), en disant que s'ils viennent au pouvoir ils massacreront toutes les minorités religieuses.

Comment a été organisée la manifestation ? Les gens étaient-ils rassemblés par quartier ?

— Les gens se regroupaient à partir des mosquées d'où ils étaient amenés sur les lieux de la manifestation en mini-bus.

«LE BAZAR EST EN GRÈVE DEPUIS 10 JOURS»

Depuis les massacres de vendredi, que s'est-il passé à Téhéran et dans les autres villes ?

— Il y a eu la grève générale dans le bazar ; même au nord de Téhéran, dans les quartiers bourgeois, la majorité des magasins était fermée. Les halles étaient fermées avant-hier. Des manifestations de 10 000 personnes ont eu lieu. Dans l'avenue Kourouchkabin à Téhéran où a eu lieu la manifestation de jeudi, des gens du quartier affirment avoir entendu pendant toute une nuit des coups de fusils venant d'une caserne. Le bazar qui fournit toute l'alimentation de Téhéran est en grève depuis 10 jours, ce qui risque de poser

RADIO ET TÉLÉVISION EN CHINE

Entretien avec Li Lien Ching

Directeur adjoint de l'administration générale de la radiodiffusion chinoise

● Une importante délégation de la radiotélévision de la République populaire de Chine, vient de séjourner en France, du 1^{er} au 13 septembre, à l'invitation de TF 1 et de la délégation interministérielle chargée des techniques audiovisuelles. Avant son départ Li Lien Ching, directeur adjoint de l'administration générale de la radiodiffusion chinoise, qui conduisait la délégation, a bien voulu accorder un entretien au *Quotidien du Peuple*.

« L'objectif essentiel de notre visite, nous a dit Li Lien Ching, c'est le resserrement des liens d'amitié entre la France et la Chine. En même temps, nous voulons faire connaissance avec la radio-télévision française, pour ce qui concerne les programmes, l'équipement, la façon de travailler. » Retraçant l'histoire de la radio-télévision chinoise, il a rappelé que celle-ci a été fondée sous la direction personnelle du président Mao et du premier ministre Chou En Lai. La radio le fut un peu avant la libération, en 1946, puis la télévision en 1958, d'abord en noir et blanc, mais depuis 1973, les deux chaînes de télévision, l'une réservée à Pékin, et l'autre pour tout le pays, sont en couleurs.

En ce qui concerne la radio, il y a actuellement cinq chaînes, dont deux pour l'ensemble du pays, dont l'une est réservée aux minorités nationales avec des programmes adaptés aux particularités de ces minorités, une chaîne est réservée aux émissions à destination de Taiwan, une autre chaîne aux ressortissants chinois à l'étranger. Ces cinq chaînes diffusent environ 90 heures d'émission par jour.

Quant aux émissions à destination du monde entier, et diffusées en 39 langues, elles représentent 120 heures d'émissions quotidiennes. En plus de la radio-télévision centrale, il existe dans chaque province une radio-télévision régionale qui retransmet les émissions centrales et diffuse des programmes régionaux.

« Nous avons connu un développement considérable de la radio-télévision chinoise mais, nous dit Li Lien Ching, nous avons devant nous de grandes tâches à accomplir. Notre premier souci c'est d'abord d'augmenter la diversité des programmes, qui laisse à désirer. Nous avons des émissions d'informations, des émissions de diffusion des connaissances, aussi bien la divulgation des connaissances marxistes-léninistes, l'étude de l'histoire du parti que des connaissances techniques ou ayant trait aux sciences de la nature, nous avons des émissions réservées aux jeunes, d'autres aux enfants, nous avons des émissions artistiques (musique, théâtre, films littérature) qui occupent environ 50% du temps d'émission mais, il nous faut encore améliorer la diversité de ce que nous

diffusons. En rapport avec cela, nous devons aussi augmenter le nombre d'heures d'émissions, surtout pour la télévision où nous n'avons au total que 9 heures d'émissions par jour, chaque chaîne ne diffusant que de 19 h à 23 h 30, sauf les jours fériés et les dimanches où il y a alors trois émissions dans la journée, une dans la matinée, une à midi et une le soir. Il faut y ajouter des émissions télévisées spéciales, où l'on enseigne par exemple, l'anglais, l'électronique, les mathématiques, on envisage d'ailleurs la mise sur pied d'une véritable école télévisée. Mais, dans l'ensemble, actuellement, le temps de télévision n'est pas suffisant.

Il nous reste à développer aussi les moyens techniques et l'équipement. Nous sommes déterminés à développer très rapidement le rôle de la télévision. Tout d'abord, nous envisageons de mettre sur pied un centre pour assurer ce développement, pour varier encore davantage les programmes, diversifier leurs sources de production, et nous allons mettre au point un satellite qui doit permettre à tout le pays de recevoir les émissions de télévision, car actuellement à la différence de la radio qui couvre le pays, la télé ne couvre encore que 30% du territoire chinois. Nous envisageons des programmes quotidiens d'au moins 5 à 6 heures sur chaque chaîne. Et nous allons créer une école supérieure de télévision.

Li Lien Ching nous a également indiqué : « Comme il n'y a pas de taxes sur les récepteurs, nous n'avons pas de statistiques exactes sur leur nombre. Mais, d'après les statistiques du service de production, on évalue à 2 millions le nombre de récepteurs-télé et à 30 millions le nombre de récepteurs-radio. Nous avons pour objectif que la télévision devienne un instrument très pratique pour toutes les familles, qui leur permette d'avoir accès à l'actualité nationale et internationale, et de suivre toute une série d'émissions d'éducation ou artistiques. Aussi, nous voulons doter chaque famille d'un récepteur de télévision. »

Soulignant que « la radio et la télévision, surtout la télévision, sont un instrument très efficace pour l'édification du socialisme en Chine, et permettent de diffuser une éducation vivante », Li Lien Ching a parlé de la correspondance entre les producteurs

et les auditeurs et téléspectateurs, correspondance qui se fait, notamment par les réponses au courrier adressé à la radio-télévision chinoise mais aussi, dans le cadre d'émissions, ceci étant développé actuellement surtout pour les ressortissants chinois se trouvant à l'étranger.

Evoquant les conséquences pour la radio-télévision chinoise, de la victoire sur la bande des quatre, le chef de la délégation chinoise a tenu à souligner : « L'écrasement de la bande des quatre a permis à la radio-télévision chinoise de connaître un grand développement, en ce qui concerne la variété des programmes et la durée des émissions. Par exemple, nous pouvons maintenant présenter des films, des pièces de théâtre, des opéras, que la bande des quatre interdisait, par exemple « Le détachement de la brigade rouge de Hong Hou ». Beaucoup de productions traditionnelles de bonne qualité avaient été interdites. Maintenant, c'est vraiment le principe « que cent fleurs s'épanouissent », qui est en train d'être appliqué. Il faut souligner qu'à cause du sabotage de la bande des quatre, nous manquons encore beaucoup de films, de pièces de théâtre, et ce que nous présentons est encore très maigre.

Grâce à l'écrasement de la bande des quatre, les émissions de musique ont pu être aussi développées, la musique chinoise et la musique étrangère. Rappelons par exemple que Beethoven était interdit. Les émissions de diffusion de connaissances, sur des questions scientifiques, ont pu être également augmentées.

Après avoir exprimé la volonté de développer les échanges avec les autres pays, notamment du Tiers Monde, pour les films de qualité, les documentaires, les émissions de musique, etc., Li Lien Ching a conclu : « Nous allons resserrer les rapports et les échanges mutuels entre la radio-télévision française et la radio-télévision chinoise. Nous avons signé un accord. D'après celui-ci, des équipes de reportage vont être envoyées respectivement d'un pays dans l'autre. Une équipe d'Antenne 2 doit aller en Chine en octobre.

En ce qui concerne la radio-télévision chinoise, nous souhaitons ardemment sa modernisation, pour rattraper le niveau mondial avancé dans ce domaine.

Propos recueillis
Par Jean-Paul GAY

LA CARTE D'ABONNÉ AMI DU QUOTIDIEN DU PEUPLE VOUS DONNE DROIT

A un abonnement à

- *Front Rouge*, revue politique et théorique du PCRml.
- *Pékin information*.
- *La Chine en construction*
- Réception du *Manifeste pour le Socialisme*.

et à un livre ou un disque au choix

PARMI LES LIVRES

— LE TOME V DE MAO TSÉ TOUNG

ou

- *La France de 68* (A. Delale et A. Ragache)
- 500 affiches de mai 68
- *Kuo Mo Jo* : poèmes de 1921 à 1964 traduits par Michelle Loi
- *Adieu camarades* (Roger Pannequin)
- *Argentine : Révolution et contre-révolution* (F. Gèze/A. Labrousse)
- *Salair aux pièces* (Miklos Haratzi)
- *Ecoles rurales, quel avenir*
- *Nucléaire danger immédiat* (CFDT) et *électronucléaire danger* (groupement de scientifiques pour l'information sur l'énergie nucléaire)

PARMI LES DISQUES

- *L'homme qui regarde son pays de l'exil* (Higinio Mena, chants argentins)
- *Chants anti-nucléaires* (Comité régional d'information et de lutte anti-nucléaire de Basse Normandie) et *Argentine Solidarité* (COBAS)
- *Poèmes chantés de Palestine, Syrie et Tunisie* (Hédi Guella)
- *Ils se meurent nos oiseaux* (disque édité en soutien aux luttes des bretons frappés par la marée-noire).

Sur présentation de la carte «abonné ami» du *Quotidien du Peuple*

- Entrée gratuite dans les meetings et réunions du P.C.R. ml
- Réductions dans certaines librairies et cinémas dans les grandes villes.

LIBRAIRIES

Aix en Provence
Librairie quotidienne
5 rue Félix Gouet (10 %)
Besançon
Lib. Les sandales
d'Empédocle
Place Victor Hugo
138 Grande Rue. (10 %)
Bourges
Lib. Nathanaël
4, cours Avaricum.
Brest
Lib. Graffiti (10 %)
Place Saint-Louis
Caen
La Licorne (10 %)
Rue Froide
Clermont-Ferrand
Lib. Jean Rome (10 %)
1 rue des Gras
Evreux
Lib. Dubois-Dehayes
rue Chartraine (5 %)
Grenoble
Le Livre ouvert
Cours Fontaine (10 %)
La Rochelle
Lib. La Genette (5 %)
Rue Rougemont
Le Mans
Lib. La Taupe
2 quai amiral Lalande
(10 %)
Lille
Librairie populaire
40 rue de Guesdes

Lyon

Librairie populaire
226 rue Duguesclin (3^e)
(10 %)

Marseille

Librairie Lire (10 %)
Rue Sainte (1^{er})

Metz

Librairie Geronimo
Rue du Pont des Morts
(10 %)

Montluçon

Le Bouillon de culture
15 rue Barathon (10 %)

Nice

Le Temps des Cerises
50 bd de la Madeleine
(10 %)

Nantes

Librairie 71 (10 %)
50 bd de la Madeleine

Orléans

Les temps modernes
rue N. D. de Recouvrance
(5 %)

Quimper

Calligrammes
23 rue du Sallé (10 %)

Perpignan

Le Futur antérieur
22 rue Grande-la-Réal
(10 %)

Reims

Le Grand jeu
20 rue Colbert

CINÉMAS

Paris
Saint-Séverin
12 rue Saint Séverin (5^e)
Tarif étudiant : 10 F
La Clef
21 rue de la Clef (5^e).
Tarif étud.
Seine Cinéma
8 rue Frédéric Sauton (5^e)

Châtelet-Victoria
19 avenue Victoria 1^{er}

Lyon

Cinématographe
44 cours Suchet (2^e)
Tarif collect.
(5 tickets : 40 F).
Le Canut
32 rue Leynaud (1^{er})
(tarif. étud.)

Trois navires soviétiques chassés des eaux territoriales du Danemark

~ Lundi dernier, trois bâtiments de la marine de guerre soviétique qui croisaient dans les eaux territoriales danoises dans la baie d'Aalbaek au sud de Skagen ont été sommés par les autorités danoises de quitter les lieux.

Palestine occupée

A El Qods, un commando de la Résistance Palestinienne a ouvert le feu sur quatre gardes israéliens, les blessant grièvement. Ceux-ci étaient intervenus alors que le commando déposait des charges explosives devant un bureau des services de renseignement de l'armée sioniste. Alors que l'armée d'occupation a ensuite lancé une vaste opération pour retrouver les combattants palestiniens, ceux-ci ont pu regagner leur base sains et saufs.

Sahara

Un avion F-5 de l'armée marocaine a été abattu lundi par les forces du Front Polisario et son pilote capturé, au Nord de Smara, sur le territoire du Sahara occidental.

Nom (en capitales)

Prénom

Ville

Date :

Abonnement normal 350 F Abonnement de soutien 600 F ... F Mode de versement : — en une fois — en trois fois Indiquez par une croix dans les cases vos différents choix.
Découpez et renvoyez au Quotidien du Peuple

BP 225 75924 Paris Cédex 19.

Crédit Lyonnais Agence ZU compte n° 7713 J.

Le prix de l'abonnement est de 350 F, qui peuvent être versés soit intégralement à la commande, soit en trois fois (200 F à la commande, puis 100 F et 50 F), échelonnés sur trois mois. Nos abonnés disposeront d'une carte «abonné-ami», qui leur donnera un certain nombre d'avantages, dont nous publions la liste ci-dessus.

PROGRAMME TÉLÉ
Samedi 16 septembre

TF 1
14 h 45 - Moto : bol d'or
15 h 20 - Toujours le samedi
18 h 05 - Trente millions d'amis
18 h 40 - Magazine auto-moto
19 h 10 - Six minutes pour vous défendre. Le pain.
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - M. Panivo passe toujours
19 h 45 - L'inconnu de 19 h 45
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Gilbert Bécaud.
21 h 35 - Starsky et Hutch
22 h 30 - Télé foot
23 h 30 - Journal et fin

A 2
15 h 30 - Sports : gymnastique, cyclisme.
18 h 00 - Course autour du monde
18 h 55 - Des chiffres, des lettres
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Top club
20 h 00 - Journal
20 h 35 - Dormez pigeons. Film TV
22 h 00 - Festival de Salon de Provence
22 h 50 - Journal et fin

FR 3
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Télévision régionale
19 h 55 - Flash journal
20 h 00 - Les jeux de vingt heures
20 h 30 - La damnation de Faust. Opéra d'Hector Berlioz, d'après le premier «Faust» de Goethe.
22 h 25 - Journal
22 h 40 - Championnat du monde d'échecs.
23 h 10 - Fin

Dimanche 17 septembre

TF 1
16 h 00 - La voyage extraordinaire
16 h 50 - Les rendez-vous du dimanche
18 h 15 - Coups de main aux Caraïbes. Film TV
19 h 25 - Les animaux du monde.
20 h 00 - Journal
20 h 30 - La race des seigneurs. Film de Pierre Granier-Deferre (1973). Avec Alain Delon, Sydne Rome, Jeanne Moreau, Claude Rich. Étude de mœurs.
22 h 00 - Maria Callas : «J'ai vécu d'art».
23 h 15 - Journal et fin

A 2
16 h 50 - L'âge de cristal. Série américaine.
18 h 05 - Cirques du monde.
19 h 00 - Stade 2
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Kojak.
21 h 50 - Pourquoi pas vous ? Ou l'Atlantique en famille.
22 h 30 - Archives du XX^e siècle : Ignazio Silone.
23 h 10 - Journal et fin

FR 3
16 h 30 - Comment Yukong déplaça les montagnes
17 h 20 - Fête du cheval
19 h 20 - Spécial Dom-Tom
19 h 35 - Les jeunes filles de Copenhague
20 h 05 - Histoires de France : Jules Ferry, le constructeur laïc.
20 h 30 - Croix de ma mère et cœur de Margot
20 h 30 - Dimanche en Alsace. L'une des œuvres les plus attachantes du dramaturge italien Ugo Betti.
21 h 20 - L'homme en question : Mgr R. Etchegaray.
22 h 35 - Le facteur sonne toujours deux fois. Film américain de Tay Garnett (1946). Avec Lana Turner John Garfield. Drame criminel.

Lundi 18 septembre

TF 1
16 h 35 - Ciné-folies. Extraits de films des années 30.
17 h 55 - A la bonne heure : bataille autour de l'alcootest
18 h 25 - Un, rue Sésame.
18 h 55 - Christine
19 h 15 - Une minute pour les femmes
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - L'inconnu de 19 h 45
20 h 00 - Journal
20 h 30 - La grande bourgeoise. Film italo-français de Mauro Bolognini (1974). Avec Giancarlo Giannini. Drame social.
22 h 20 - Catherine Deneuve à l'aventure
23 h 15 - Journal et fin

A 2
18 h 35 - C'est la vie
18 h 55 - Des chiffres, des lettres
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Top club
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Ciné music
21 h 35 - Cartes sur table
22 h 35 - L'Europe
23 h 05 - Journal et fin

FR 3
18 h 55 - Tribune libre : Pierre Daix. La violation des droits de l'homme en Tchécoslovaquie
19 h 10 - Le chevalier de cœur : dessin animé.
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Télévision régionale
19 h 55 - Flash journal
20 h 00 - Les jeux de vingt heures
20 h 30 - Les mariés de l'an II. Avec Jean-Paul Belmondo et Marlène Jobert. Comédie historique.

A l'occasion du 30^e anniversaire de la République Populaire de Corée

Le président Kim Il Sung dénonce l'impérialisme et le dominationnisme

Le 9 septembre, à l'occasion du trentième anniversaire de la République Populaire Démocratique de Corée, le président Kim Il Sung a prononcé un important discours, où il fait le bilan de l'édification d'une société socialiste indépendante en Corée, où il fait le point sur la lutte du peuple coréen pour une réunification pacifique de sa patrie. Il y a également exposé les positions de la RPD de Corée sur la situation internationale.

Pour Kim Il Sung, l'édification du socialisme dans un pays du Tiers-Monde, qui a été retardé et handicapé par les séquelles de la domination impérialiste, doit permettre de «débarrasser le pays des entraves des idées périmées et des entraves de la nature». Pour cela, c'est une triple révolution qu'il faut accomplir : «idéologique, technique et culturelle». Pour mener à bien cette révolution qui a déjà remporté de grands succès, le Parti communiste doit continuer à s'appuyer avant tout sur le mouvement de masse.

En abordant le problème de la division de la Corée, Kim Il Sung rappelle que c'est l'intervention de l'impérialisme américain qui l'a provoquée et que c'est encore aujourd'hui l'impérialisme US qui tente de la prolonger avec la complicité du Japon. Il rappelle également les propositions de la Ré-

publique Populaire Démocratique pour une réunification pacifique : rétablissement de la démocratie au Sud, évacuation des troupes étrangères, collaboration pacifique dans tous les domaines entre les deux parties de la Corée.

En traitant de la situation internationale, Kim Il Sung, insiste plus particulièrement sur l'importance du mouvement des pays du Tiers-Monde et de la lutte qu'il mène contre «les dominationnistes anciens et nouveaux». Il analyse ainsi la situation internationale : «Les impérialistes et les dominationnistes manœuvrent avec perfidie pour exercer leur emprise politique sur les pays des nouvelles forces montantes. Ils cherchent à asservir politiquement les pays nouvellement indépendants en recourant à diverses méthodes perfides et odieuses (...) et tentent de s'emparer des

leviers de commande des pays en voie de développement sous le couvert de la prétendue aide (...) S'évertuant à étendre leurs sphères d'influence, ils intensifient leur dispute en vue de mettre chacun sous leur empire les pays du Tiers-Monde. Sous prétexte de «soutien» et de «protection», ils se mêlent à qui mieux mieux aux conflits entre ceux-ci pour s'ingérer ouvertement dans leurs affaires intérieures et se disputent pour les mettre chacun sous leur contrôle». C'est pourquoi «la situation internationale s'avère aujourd'hui très tendue et très embrouillée sous l'effet de leurs manipulations et de leurs complots».

Face à cette situation, le président coréen préconise une stratégie d'unité des pays du Tiers-Monde, en particulier pour enrayer les tentatives de division du mouvement des non-alignés : «Tous les peuples des pays des nouvelles forces montantes doivent faire converger les feux et leur attaque contre l'impérialisme et le dominationnisme. C'est seulement en les combattant énergiquement qu'il leur est pos-

sible de consolider l'indépendance nationale, de réaliser leur développement indépendant et d'édifier un monde nouveau, libre de toute domination et de tout asservissement (...) Dans leur lutte contre les ennemis communs, les pays des nouvelles forces montantes doivent mettre l'union au premier plan, y subordonner tout (...) Les pays non alignés doivent s'efforcer de trouver les points qui leur sont communs pour s'unir au lieu de discuter si certains sont progressistes et d'autres pas (...)

La souveraineté d'un pays doit reposer sur son économie nationale indépendante. Sans une puissante économie nationale indépendante, on ne peut exercer son pouvoir souverain, ni s'exprimer comme on veut, ni faire ce qu'on veut. Pour construire avec succès une économie nationale indépendante, les pays en voie de développement doivent, d'une part, tirer le maximum de leur propre potentiel et d'autre part renforcer leur coopération économique et technique avec les autres pays des nouvelles forces montantes.»

imro: des travailleurs aux pieds nus

(Extraits)

9^e épisode

La lutte racontée par les travailleurs eux-mêmes

A la réunion suivante avec les administrateurs provisoires, nous créerons un nouveau petit scandale. Nous avons invité un client de l'entreprise à participer à cette séance car il confirmera que le service des commandes, au lieu d'enregistrer celles-ci, aiguillait les clients vers d'anciens concurrents de l'IMRO. Depuis plusieurs semaines, voire plusieurs mois, l'arrêt de mort de l'entreprise était signé. Pendant ces mêmes jours, nous nous préparons, dix camarades seront envoyés à Caen pour rencontrer une nouvelle fois les copains de Caron-Ozanne, histoire de voir ce qui pourrait bien nous servir par la suite. Là, ils nous expliquaient longuement le processus de fermeture de leur entreprise qui recouvrait en fait une tentative de mainmise de «Ouest-France». Au cours du déjeuner qui suivit, une chose nous surprendra, c'est que sitôt le repas terminé, tout le monde allait rejoindre les ateliers... pour travailler. Et c'est peut-être à partir de ce moment précis qu'il y aura de notre part un rejet de la production. Il est vrai que les camarades de Caen ne touchaient pas encore les indemnités de chômage. Quand les cadres de l'entreprise apprirent l'endroit où nous nous étions rendus, cela constituera à leurs yeux la preuve manifeste de l'organisation d'un complot imminent.

Vendredi 26 septembre 1975. Au Tribunal de Commerce de Rouen se trouvent parmi l'assistance les Renseignements Généraux. Pendant de longs mois, ils ne nous quitteront plus. Leur présence se justifiait probablement selon eux par les remous que créera l'annonce de la liquidation des biens de la S.A.R.L. Imprimerie Rouennaise. La séance débutera à 14 h 00 ; à 14 h 02 à la suite du «jugement» rendu par ce tribunal, 117 personnes rejoindront les rangs des 45.000 chômeurs de la Seine-Maritime. 117 personnes dont les deux patrons, les cadres, les sous-cadres, les chefs, sous-chefs et petits sous-chefs et les pas chefs du tout, c'est-à-dire les ouvriers et ouvrières, les employés et employées, la grande majorité du personnel.

Des cadres de la défunte «Rouennaise» assisteront à l'audience du tribunal ainsi que des copains. En revenant à l'usine pour y annoncer la sentence, les gars se feront... applaudir comme jamais ne l'avaient été des travailleurs de l'IMRO. Car depuis le matin, nous nous étions organisés : des cierges avaient été installés sur tous les néons, un atelier transformé en sacristie, cette dernière confectionnée par une

table recouverte de feuilles de papier blanche. En passant dans les allées, nous chantions l'Ave IMRO tout en faisant sonner le glas avec des lingots de métal. Et le «tube» de la journée avait été sans conteste celui qui affirmait notamment :

« Les lins n'ont plus de boulot,
Et les typos font dodo,
Les imprimeurs font leur beurre,
Et les cadres sont en pleurs. »

tout ceci en faisant des claquettes sur le sol de béton.

A part la papeterie, où quelques ouvrières continueront à travailler dans l'espoir saugrenu de sauver la maison, cette fermeture annoncée dans la bonne humeur générale traduisait un déblocage de tout ce ras-le-bol qui s'était accumulé depuis presque une année. Par le manque d'information sur l'avenir de l'imprimerie, nous nous interrogeons jour après jour, dans les dernières semaines, si le lendemain nous allions trouver les portes ouvertes. Cette inquiétude pesait tant sur nous que nous souhaitions l'annonce de la liquidation au plus tôt, histoire d'en finir une bonne fois pour toute en se tirant chacun chez soi.

De lutte, nous n'en voulions plus.

Deuxième partie

LA LIBERATION DU TERRITOIRE

Ben... On luttera quand même... Un tout petit peu... On en bavera, c'est sûr, on nous descendra même mais là-dedans, pas ailleurs, là dans cette taule où pour certains d'entre nous on nous avait volé trente cinq ans de notre vie. Se faire jeter comme des chiens, non ! jamais ! S'il le faut, on crévera, mais le composteur à la main, ici, chez nous. Vous allez voir ça, c'est toute une histoire. On espère qu'elle vous plaira parce que mine de rien, c'est fatigant d'écrire un bouquin.

à suivre

Portugal le gouvernement censuré

Le gouvernement de Nobre de Costa qui succédait au gouvernement Soares sera parvenu à se maintenir dix sept jours au pouvoir. Il est tombé victime des motions de censure déposées par le PCP et le PS. Une convergence de vote entre socialistes et centristes suffisait d'ailleurs pour faire chuter le gouvernement. Celui-ci devrait selon la constitution expédier les affaires courantes jusqu'à la formation du nouveau cabinet. Le président Eanes va sans doute être contraint d'organiser de nouvelles élections, à moins qu'il ne tente la solution — sans issue pour lui — de la création d'un nouveau gouvernement de techniciens.

Procès en Tunisie

Le procès d'Habib Achour et de ses camarades accusés d'être les instigateurs des émeutes du 26 janvier dernier a été reporté au 28 septembre. Ce délai supplémentaire de quinze jours réclamé par leurs avocats est insuffisant (ils demandaient deux fois plus) mais n'en constitue pas moins un recul du tribunal.

Camp David : Ça piétine

Camp David, le sommet piétine. Le vice président, Mondale s'est joint aux tractations. Les quatre cents journalistes présents prétendent bien tous avoir reçu des confidences exclusives mais en fait rien n'est vérifié de ce qu'ils affirment. Carter continue de faire la navette à toutes les heures du jour et de la nuit entre Begin et Sadate. Les dernières rumeurs ayant filtré concernent l'administration transitoire des territoires occupés en 67 pour une période de cinq ans, par le régime jordanien, l'Etat sioniste continuant à les occuper. Le roi Hussein pour sa part a déclaré à la télévision US qu'il était opposé à la présence israélienne en Cisjordanie sauf peut-être pour une période transitoire.

Nicaragua

La grève générale se poursuit au Nicaragua. Somoza continue à s'accrocher au pouvoir et tente d'organiser une contre-offensive. Pour cela il fait recruter des mercenaires au Nouveau Mexique. Il s'est promis d'oter aux insurgés le contrôle des villes de Chinandega et d'Esteli. La première de ces deux villes est située à 130 km de la capitale. Rappelons que mercredi soir la loi martiale avait été décrétée, ce qui autorise notamment les militaires à tirer sur n'importe qui sans sommation et à détenir qui leur plait sans limitation de temps.

La situation du dictateur est si compromise que le sénateur Frank Church, démocrate, a déclaré à Washington que les Etats Unis devaient cesser tout soutien à Somoza. L'archevêque de Managua s'est également prononcé pour la démission du dictateur.

Instantanés

Les dix nouveaux profs sont là, dans une petite salle de ce CES de la banlieue parisienne. On les a convoqués séparément pour leur faire la leçon. Les anciens, eux pourraient leur donner de mauvaises idées, et même chahuter le discours de «Madame la Directrice».

D'abord, deux surveillants généraux font la parade, vantant les pelouses de l'établissement, situé entre deux groupes de HLM. Ils donnent les noms du concierge, de l'intermittent ; on somnole.

Enfin, avec dix minutes de retard, précédée d'une cour

de secrétaires qui lui ouvrent les portes, entre l'impératrice de ces quelques mètres carrés de béton. Elle distribue des poignées de main aux plus diplômés, n'accordant aux simples surveillants que des regards protecteurs.

Le discours commence. Une voix sèche et désagréable. Les absences : il faut en prendre le moins possible. C'est une question de conscience professionnelle.

Et puis les interdits. Il ne faut pas laisser les enfants dans le couloir, il ne faut pas laisser sa classe toute seule. Il ne faut pas les

mettre dehors, les autoriser à sortir sans motif exceptionnel. «En un mot, vous devez toujours les GARDER».

Le but essentiel de la pédagogie étant ainsi défini, on passe aux commandements. Il faut noter, les absences et les retards «Si pendant l'heure de cours, ils vont voler au supermarché, vous êtes responsables !». Il faut bien tenir son cahier de textes : faites n'importe quoi, mais que ce soit noté minutieusement. Il faut aussi mettre des notes, reporter les notes, faire les moyennes des notes, donner des appréciations. Encore un

point, la politique — mot prononcé avec un certain dégoût — «N'accepter de distribuer aux élèves que des enveloppes venant de l'administration. Certains essaieront de vous faire distribuer des enveloppes contenant des tracts politiques !».

Les dix nouveaux se dévisagent. Faut-il en rire ? Ce n'était qu'une farce ? On ne va pas avoir ces gens-là sur le dos toute l'année ?...

Plus tard, les «anciens» arrivent, goguenards, et blasés : «Alors vous avez eu droit au sermon ? C'était comme l'année dernière ?». L'atmos-

phère se détend un peu. On évoque les vacances, on échange des recettes pédagogiques. On fait le point des petites mesquineries des tyranneaux. «Ça y est, j'ai encore des quatrièmes, six années le même programme ! Je suis usée, ils le font exprès !». «Je suis «PEGC», je ne ferai jamais autre chose que des cinquièmes...». «Et la fille de Drancy qui était maître auxiliaire l'année dernière, qu'est-ce qu'elle est devenue, est-ce qu'elle a trouvé un poste ?».

Demain, les enfants arriveront....

TERRIN :

Defferre propose son plan, les travailleurs manifestent

«BOULIN, OU ES-TU ? LE PEUPLE EST DANS LA RUE !»

● La manifestation organisée jeudi à Marseille contre les licenciements à Terrin a rassemblé une foule énorme, comparable à celles de mai 68. Venu de toutes les entreprises de la ville, où de nombreux débrayages ont eu lieu, les travailleurs s'en sont pris notamment à Boulin, le ministre du chômage «Boulin, où es-tu ? Le peuple est dans la rue». Le ministre avait eu peur de la colère des travailleurs, et avait annulé son voyage à Marseille.

Dans la soirée, Defferre a fait connaître, et approuver par le conseil municipal, le plan qu'il mijotait depuis quelques jours.

La colère des travailleurs de la région marseillaise est telle que le pouvoir a eu peur.

La veille, le préfet avait convoqué les syndicats pour leur demander d'éviter tout débordement.

C'est pendant trois heures que plus de 10 000 manifestants vont défiler dans Marseille et stationner devant la préfecture. «Non aux licenciements», «Terrin vivra», «Boulin dégonflé», «Boulin où es-tu, le peuple est dans la rue» seront parmi les mots d'ordres les plus repris. On a cependant entendu divers points de vue au cours de cette manifestation organisée

par l'ensemble des syndicats CGT - CFDT - FO - CFTC et CGC. Le point de vue des travailleurs, colère et révolte, le point de vue des partis de gauche aussi, puisque les élus du PS et du PCF ont joué des coudes pour être en tête de la manifestation, avant d'être reçus par le préfet. Bien évidemment, l'entrevue n'a rien donné, sinon qu'elle a permis à Defferre de s'adresser à la foule, en soulignant notamment «l'union des travailleurs du PS et du PC dans cette affaire» (!). La manifestation s'est dispersée vers 13 h, alors que la plupart des conversations tour-

naient au cours de la réunion du conseil municipal extraordinaire qui devait avoir lieu le soir.

LE PLAN DEFFERRE

Le plan de sauvetage présenté par Defferre se décompose en deux parties : d'une part, la ville de Marseille achèterait l'ensemble du patrimoine industriel et foncier du groupe (terrains, bâtiments, matériel lourd, etc...). Ensuite, il ne resterait plus qu'à chercher un industriel à qui louer les chantiers : pour réaliser ce plan, il faut de l'argent. Defferre pense en trouver auprès de l'Etat (le ministre des Transports n'y serait pas opposé), et auprès du conseil régional, qui devrait augmenter ses recettes, et donc les impôts.

Fournier, l'industriel du Havre dont les travailleurs avaient rejeté le plan il y a quelques jours, paraît intéressé par cette nouvelle proposition. Il est d'ailleurs toujours à Marseille. Il faut

noter qu'en présentant son plan jeudi soir, Defferre a laissé quelques problèmes dans l'ombre, problèmes qui sont pourtant décisifs pour les travailleurs : pas un mot sur le refus des licenciements, pas un mot sur le maintien du statut de la réparation navale. C'est là-dessus que s'est appuyé le PCF pour s'absentir lors du vote au conseil municipal.

Dans l'état actuel des choses, le plan Defferre ne fait donc que prolonger les incertitudes sur le sort des travailleurs de la Navale. Les incertitudes sont encore renforcées par la sourde querelle à laquelle se livrent PS et PCF, comme si Terrin était pour eux un lieu de choix pour développer leur polémique. Les ridicules querelles d'applaudimètres entre Defferre et Hermier, lors de la manifestation du matin, en sont une illustration.

La solution, elle viendra de la lutte des travailleurs, et d'elle seule.

Le régime de sécurité des prisons examiné par le Conseil d'État DERRIERE LA DEMAGOGIE...

Quelques cas de récidive de criminels détenus, lors de permissions de sortie, avaient défrayé la chronique fin août. À l'époque, Pierrefitte, ministre de la Justice avait souligné à quel point ces récidives étaient exceptionnelles. Il n'en a pas moins préparé un projet de loi pour réaménager le régime des permissions, et qui devait être examiné par le conseil d'État ce vendredi, en attendant d'être soumis au Parlement dès le début de la session parlementaire.

Le projet instaure deux régimes de détention pour les condamnés, un régime normal et un régime de sûreté. Ce dernier consiste à supprimer «la suspension ou le fractionnement de la peine, les permissions de sortie, la

semi-liberté et la libération conditionnelle pendant une période comprise entre la moitié et les deux-tiers de la peine prononcée». Ce régime serait appliqué d'office aux détenus condamnés pour les crimes les plus graves, ceux «portant atteinte à l'intégrité physique» ou «à la dignité humaine». Sont ainsi visés les meurtres, les tortures, les enlèvements, le trafic de drogue, le proxénétisme (en théorie). Et les juges pourraient, pour toute peine supérieure à trois ans de prison assortir le jugement du régime de sûreté.

Ainsi, le régime de sécurité devient en fait le régime «normal», alors que celui-ci devient l'exception. Ce qui revient à reconnaître l'échec de

toute une politique de «réinsertion sociale» des détenus, et à remettre en cause un principe acquis depuis 45, celui de l'individualisation de la peine, par le caractère automatique du régime de détention. La juridiction française, malgré ce principe était pourtant l'une des plus efficaces (sur le papier) pour la répression de la criminalité.

La loi prévoit également l'instauration d'une commission pour attribuer les permissions de sortie. Outre le juge d'application des peines, cette commission comporterait un représentant du Parquet et un membre de l'administration pénitentiaire. Actuellement le juge d'application des peines (J.A.P.) prend seul et sans recours sa déci-

sion. Chaque J.A.P. ayant à «gérer» une quantité considérable de détenus, la situation actuelle était critique. L'adjonction au J.A.P. de personnes soumises directement à une autorité administrative, revient à étendre les pouvoirs du ministre de la Justice en ce domaine.

Censé éviter un certain nombre de cas de récidives, le projet de loi risque fort de provoquer l'effet contraire. Le confinement des détenus pendant de très longues périodes fabrique plutôt des fauves que des enfants de cœur, et une vague de révolte dans les prisons ne serait pas étonnante. Par contre, il restreint un peu plus l'indépendance formelle des magistrats.

Eric BREHAT

PRÉ-RENTRÉE

Les dix nouveaux profs sont là, dans une petite salle de ce CES de la banlieue parisienne. On les a convoqués séparément pour leur faire la leçon. Les anciens, eux pourraient leur donner de mauvaises idées, et même chahuter le discours de «Madame la Directrice».

de secrétaires qui lui ouvrent les portes, entre l'impératrice de ces quelques mètres carrés de béton. Elle distribue des poignées de main aux plus diplômés, n'accordant aux simples surveillants que des regards protecteurs.

Le but essentiel de la pédagogie étant ainsi défini, on passe aux commandements. Il faut noter, les absences et les retards «Si pendant l'heure de cours, ils vont voler au supermarché, vous êtes responsables !». Il faut bien tenir son cahier de textes : faites n'importe quoi, mais que ce soit noté minutieusement. Il faut aussi mettre des notes, reporter les notes, faire les moyennes des notes, donner des appréciations. Encore un

point, la politique — mot prononcé avec un certain dégoût — «N'accepter de distribuer aux élèves que des enveloppes venant de l'administration. Certains essaieront de vous faire distribuer des enveloppes contenant des tracts politiques !».

phère se détend un peu. On évoque les vacances, on échange des recettes pédagogiques. On fait le point des petites mesquineries des tyranneaux. «Ça y est, j'ai encore des quatrièmes, six années le même programme ! Je suis usée, ils le font exprès !». «Je suis «PEGC», je ne ferai jamais autre chose que des cinquièmes...». «Et la fille de Drancy qui était maître auxiliaire l'année dernière, qu'est-ce qu'elle est devenue, est-ce qu'elle a trouvé un poste ?».